

NUMÉRO BIMENSUEL
NOUVEL HEBDO EN FEVRIER 1990

ISSN 0026-9433



le monde
libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

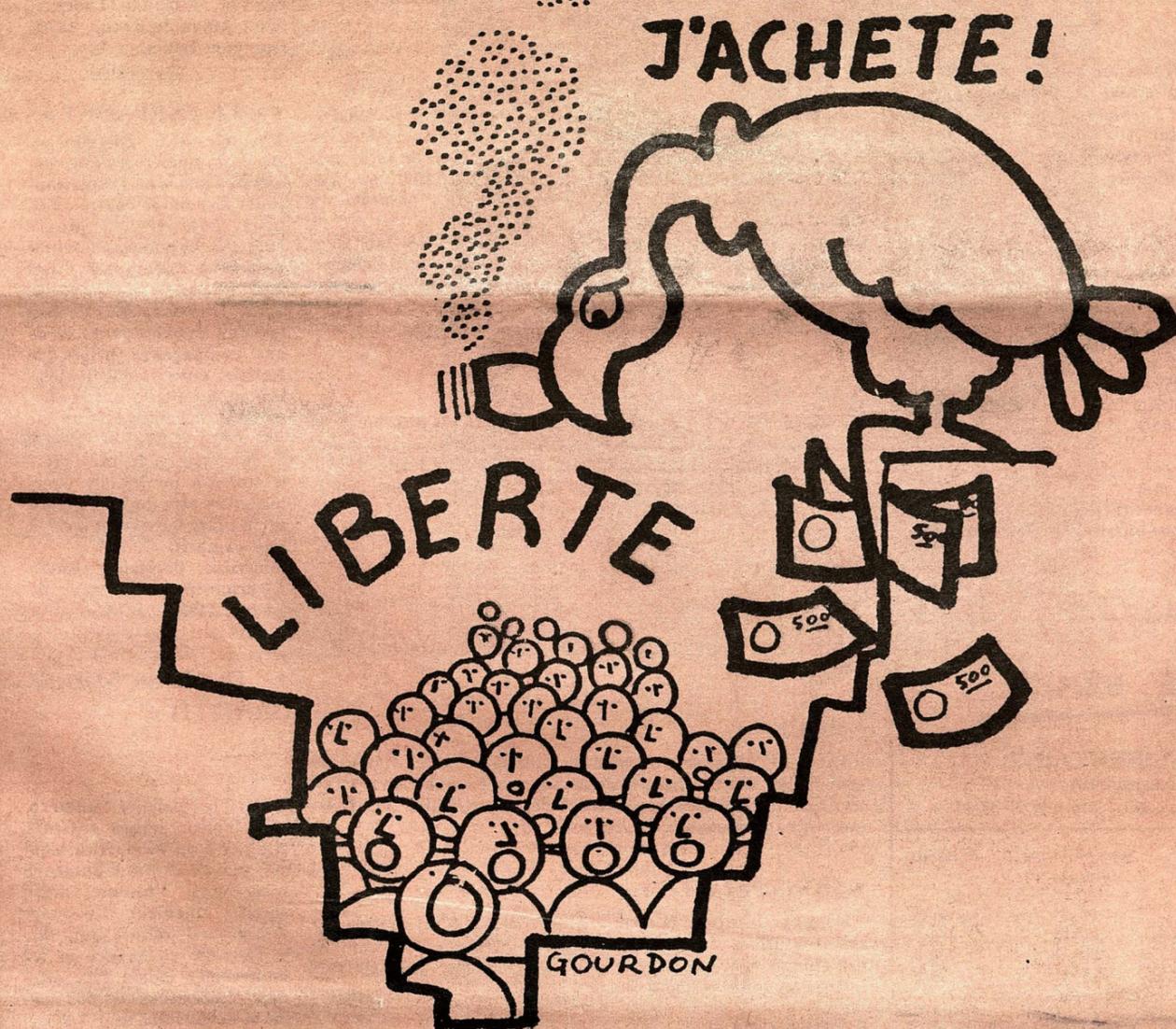
n° 768

JEUDI 23 NOVEMBRE 1989

10,00 F

AVEC OU SANS MUR :

LE LIBERALISME,



ON EN REVIENT!

IMPÔTS

Les fonctionnaires
de police expriment
leur solidarité !

PAGE 5

CORSE

Dépôt de bilan
économique, politique
et social

PAGE 7

ITALIE

Les spéculateurs
attaquent !
Les anarchistes ripostent !

PAGE 8

communiqués

• BOURGOIN-JALLIEU :

« Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais oser le demander... », avec Gaetano Manfredonia, le dimanche 17 décembre, à 14 h, à la Maison de quartier de Champfleuri, à Bourgoin-Jallieu. Discussion-formation sur les principes essentiels de l'anarchisme, ouverte à toutes et à tous. Projection de deux vidéos : « Foi d'anar » avec Maurice Joyeux et « Ecoutez May Picqueray » de Bernard Boissat. Un stand de presse libertaire sera tenu, organisé par le Collectif anarchiste et le groupe FA.

• AMIENS :

Le groupe Germinal d'Amiens vend le *Monde libertaire* devant les nouvelles galeries, chaque vendredi après-midi, à partir de 16 h.

SAINT-ETIENNE :

L'émission « Rouge et Noir - Tribune libertaire » est diffusée désormais les lundis, de 20 h à 21 h 30, sur Radio Dio (89,5 MHz), avec ses rubriques habituelles : analyse de l'actualité, informations sur l'Espagne, l'Amérique latine et l'Extrême-Orient, revue de presse anarchiste.

• SAINT-ETIENNE :

Permanences du groupe Nestor-Makhno : tous les premiers et troisièmes jeudis du mois, à partir de 18 h 30, salle 15 bis CNT-AIT - Libre Pensée, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• BREST :

Le groupe Les Temps nouveaux de Brest a repris ses émissions sur Fréquence Mutine (103,9 MHz). Chaque mercredi de 20 h à 21 h, les auditrices et les auditeurs brestois pourront donc de nouveau écouter les « Raisons de la colère », l'émission des anarchistes.

• RENNES :

Le groupe de Rennes de la Fédération anarchiste organise le jeudi 23 novembre à 20 h 30, à la Maison du Champ de Mars, une soirée consacrée au *Canard Enchaîné*. Cette soirée débutera par le film de Bernard Baissat *Aux quatre coins coins du Canard*. Un débat suivra avec Bernard Thomas sur la presse en général et la presse libre en particulier.

• BOURGOIN-JALLIEU :

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets : « ... Et l'anarchie ? », (rouge sur fond noir, à 15 F l'unité et 12 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Vive l'anarchie » (avec dessin de Reiser), « J'emmerde Le Pen », « ... Et l'anarchie ? » (+ chat noir), tous à 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires. Pour toute commande : « Contre courants », La Ladrière, Saint Alban de Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).

• COLOMBES.

Une liaison s'est créée à Colombes (92). Les personnes intéressées peuvent écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• LILLE :

Le groupe « Humeurs Noires » organise un débat public le 12 décembre sur le thème : « Les expériences alternatives et libertaires aujourd'hui (squatts, communautés, crèches parentales, etc.) ». Cette réunion se déroulera à la Maison de la nature et de l'environnement : 23, rue Gosselet (métro République) à Lille, à partir de 20 h. Tous les compagnons sont invités à y participer en apportant des contributions écrites, visuelles, etc.

• BORDEAUX :

Le groupe Emma Goldman vient d'éditer une feuille mensuelle sous le nom : *La Lettre d'Emma*. Adressée à tous ses sympathisants, celle-ci se veut tout d'abord une feuille d'informations militantes locales. Elle est disponible à notre local : 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux, lors de nos permanences ou contre un timbre à 2,20 F par retour de courrier à cette même adresse.

• BELFORT :

Une liaison s'est créée sur Belfort. Les personnes voulant prendre contact doivent écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• ROANNE :

Une liaison s'est créée à Roanne. Vous pouvez la contacter à l'adresse suivante : Alternatives Centre Pierre Mendès-France, salle 18, 42300 Roanne.

• MORLAIX :

Une liaison est en formation à Morlaix. Les personnes intéressées peuvent prendre contact avec elle en écrivant au CEL, BP 728, 29277 Brest, ou aux Relations intérieures.

• NOISY-LE-GRAND :

Un groupe s'est créé à Noisy-le-Grand. Pour prendre contact, passer par les Relations intérieures.

• ANNECY :

Le Centre d'Etude libertaire de la région annécienne, en collaboration avec l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste, organise le samedi 2 décembre, à partir de 14 h, quai des Clarisses (manufacture Annecy), salle des Clarisses, une conférence-débat intitulée : « Quelles ruptures politiques à l'Est ? ».

Le débat aura lieu avec : un délégué polonais de MA (intervilles anarchiste), un délégué du SMOT de Moscou (syndicat indépendant). A cette occasion, il y aura également une table de presse (plusieurs livres sur l'anarchisme).

Le groupe libertaire d'Annecy vous attend nombreux !!

• GRASSE :

La liaison FA de Grasse tient à rappeler qu'il est possible de la contacter dans le cadre des activités menées par l'association culturelle libertaire « La Commune », au 4 bis, rue Porte-Neuve, 06130 Grasse. Les permanences de l'association ont lieu le samedi de 15 h à 18 h 30.

• TOULON :

Rectificatif. Une réunion sur le thème : « Où va la Chine ? » aura lieu le 23 novembre à 20 h 30, salle Mozart, à Toulon, avec Jean-Jacques Gandini, organisée par le groupe Région toulonnaise.

• ROUEN :

« Où va l'Est ? » est le thème de la réunion-débat qu'organise le groupe de Rouen. Sera présent un représentant du SMOT (syndicat libre d'URSS), vendredi 8 décembre, à 20 h 30, Halle-aux-Toiles de Rouen.

• MONTPELLIER :

Un groupe libertaire (Cercle d'Etudes sociales) est en création sur Montpellier (34). Tous les militants libertaires désirant prendre contact peuvent le faire par l'intermédiaire des Relations intérieures qui transmettront.

• GRENOBLE :

En supplément de la permanence du samedi de 10 h à 12 h de l'ARA, au 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble, une autre permanence aura lieu tous les mercredis de 19 h à 21 h, afin de permettre un meilleur accès à nos activités culturelles et à nos diverses actions, avec notamment un prêt de livres et une table de presse.

• RHÔNE-ALPES :

L'Union régionale Rhône-Alpes organise une série de débats sur le thème suivant : « Quelle rupture politique à l'Est ? », avec la participation d'un délégué du SMOT de Moscou, d'un délégué polonais de M.A.

Dates et lieux :

vendredi 24 novembre à 20 h 30 : Lyon ; samedi 25 novembre à 14 h 30 : Bourgoin ; samedi 25 novembre à 20 h 30 : Roanne ; dimanche 26 novembre à 10 h : Saint-Etienne ; vendredi 1^{er} décembre à 20 h 30 : Valence ; Samedi 2 décembre à 14 h 30 : Annecy ; samedi 2 décembre à 20 h 30 : Grenoble.

Pour tout contact, écrire : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

• EVRY :

Le groupe libertaire Francisco-Ferrer vend le *Monde libertaire* chaque vendredi à partir de 16 h 30 jusqu'à 19 h en alternance à la gare d'Evry-Courcouronnes et de Grigny-Centre. Nous invitons les sympathisants à rencontrer les militants.

éditions

• « CONTRE VENTS

ET MARÉES »



Le numéro 63 de « Contre vents et marées » vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre courants », c/o La Ladrière, Saint Alban de Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• « LE FARFADET »

Revoici « Le Farfadet » ! Après un numéro double consacré en partie au Pérou (toujours disponible contre 10 F, port compris, à notre adresse), le numéro 8 fait le point sur l'immigration (loi Joxe et droit d'asile) et publie deux interviews de Verdun (groupe anarcho-punk) et de nos compagnons belges de Nabate. Vous y trouverez également des articles sur la vivisection, la militarisation de notre société, etc. Le numéro 8 (de 12 pages) est en vente à la librairie du Monde libertaire (au prix de 5 F) et bien sûr à notre adresse, pour 9 F port compris. Magazine libertaire, Radio Alternantes : 19 rue de Nancy, 44300 Nantes.



• « HUMEUR NOIRES - GRAFFITI »

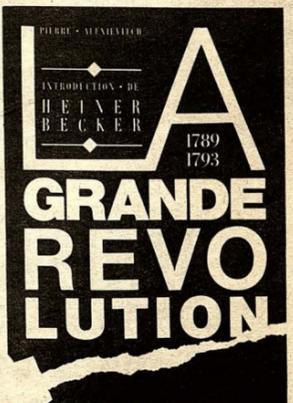
Voici le dernier numéro d'« Humeur noires - Graffiti », où on découvrira bien sûr des articles... d'humeur, mais aussi l'histoire d'un squatt athénien. Ce sera l'occasion de faire le point sur le fascisme en France et le mouvement indien face aux commémorations des 500 ans de la découverte de l'Amérique.



• « LA GRANDE

RÉVOLUTION »

« La Grande Révolution » de Kropotkine vient enfin de paraître. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 130 F. Par ailleurs, nous informons les lecteurs que la souscription de soutien à la parution du livre « Les Anarchistes et la Révolution française » est toujours valable. 110 F prix de souscription. Chèque à l'ordre de Gaetano Manfredonia. (Groupe Pensée Action)



Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11°
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19°
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

A l'Est... ?

A l'Est, un monde s'écroule. Né des suites de la Révolution russe d'octobre 1917, le modèle socialiste de l'URSS avait imposé son cadre et ses vérités à toute une partie de l'Europe, écrasant sous une chape de plomb toute autre expression politique.

Aujourd'hui tout s'écroule, et le capitalisme bombe le torse dans les médias. C'est ce qui inspira l'auteur de l'article ci-dessous.

Si le militant révolutionnaire doit garder la tête froide, si les images de la destruction du mur de Berlin étaient émouvantes, les accords commerciaux existent déjà sûrement.

Dans l'Europe de 92, on sait ce que cela signifie. Au-delà du spectaculaire des gazettes, les événements dans les pays de l'Est signifient pour le capitalisme européen plus de profits avec de nouveaux partenaires.

T.P.

Qu'est-ce qui est le plus important dans ce que nous offrent les médias sur « ce qui se passe aujourd'hui dans les pays de l'Est » : la destruction du mur de Berlin, l'abandon des slogans marxistes en URSS ou la libéralisation à l'occidentale en Hongrie ? L'abondance des informations venant d'au-delà de feu le rideau de fer ne parvient quand même pas à ôter de mon esprit qu'un accord commercial doit exister quelque part...

Il ne s'agit pas bien sûr de nier tout spontanéisme ou joie révolutionnaire dans tout ce qui se passe en Europe de l'Est, mais de déceler le jeu que jouent Etats-Unis et Communauté européenne. Qui n'est pas le même puisque les intérêts économiques, financiers, ne

soient à part égale dans l'Europe de 92 ? L'internationale du « socialisme pragmatique » ou ceux qui se croient encore les régulateurs du monde ?

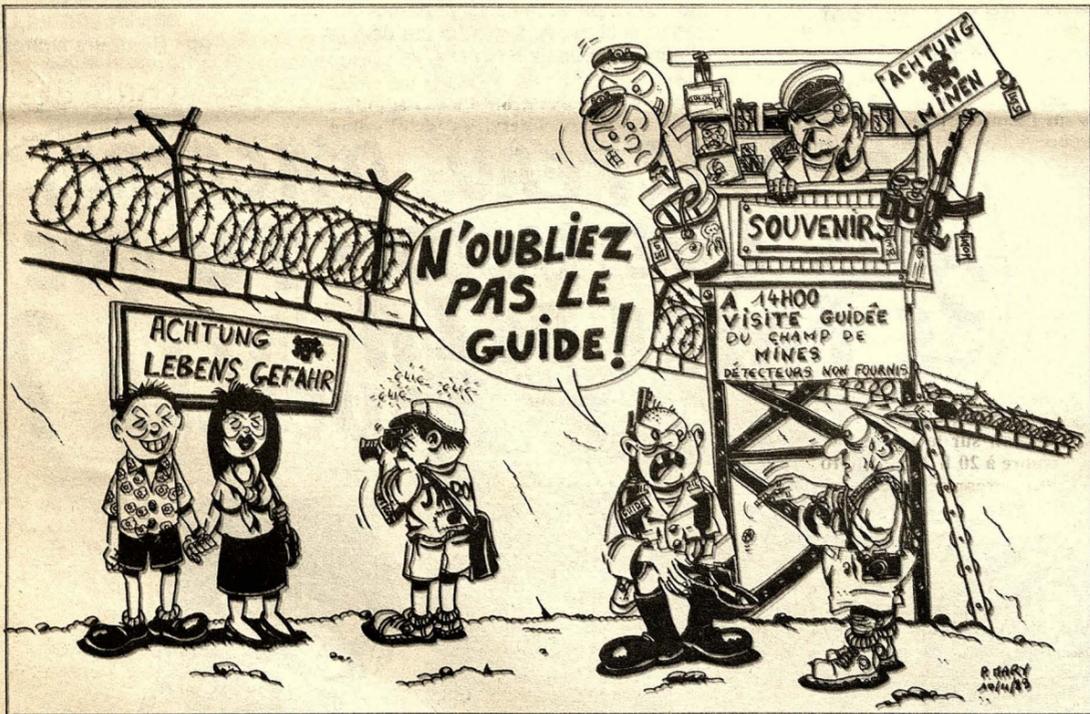
La Pologne de côté ?

Les dernières déclarations de l'ancien leader de Solidarność ne feront que renforcer l'opinion de ceux qui considèrent que le syndicalisme n'a été pour lui qu'un marchepied pour une carrière médiatique et politique. Après avoir craint en des termes mielleux que les frontières polonaises étaient intangibles, proclamé qu'aux Etats-Unis tout était formidable, que lui reste-t-il à déclarer ou à faire pour que l'aide économique des Etats-Unis augmente ? Nous avons encore à

militant d'extrême droite) sont interviewés ensemble. Bien sûr, ils ont des différences d'appréciation pour l'Europe à venir, mais ils « voient aujourd'hui, dans les bouleversements à l'Est, un enjeu de civilisation qui prolonge et dépasse le marché unique de 1992 ». Et au fond à droite dans votre écran se profile l'ombre du général de Gaulle qui rêvait d'une Europe qui irait jusqu'à l'Oural... Quel beau dessein pour Tonton, faire coexister Margaret Thatcher, Helmut Kohl, Mikhail Gorbatchev et Felipe Gonzalez ! En attendant, un repas a eu lieu à l'Elysée entre les dirigeants de la CEE pour en discuter.

Et le rayon de soleil ?

Ces quelques lignes auront peut-



sont pas les mêmes. Ce qui nous amène à nous poser froidement la question : à qui va profiter la libéralisation des mœurs politiques en RDA, Hongrie et URSS ? Le défraîchi Oncle Sam saura-t-il jouer fin face à une Allemagne regaillardie ? Celle-ci rassemblera-t-elle tout le magot ou bien une Europe 92, au subtil équilibre politique, tentera-t-elle de répartir les profits ?

Autant de solutions à envisager en appréciant les habits neufs de Mikhail Gorbatchev ! Selon le cas où il se sent plus européen, son accord avec Bush serait tactique, l'heure étant plus à protéger ce qui reste des pays du « socialisme réel » qu'à se poser en interlocuteur à la table des grands face aux Etats-Unis.

Dans le grand marché qui se lève à l'Est, la perestroïka veut faire un prix global pour éviter que des petits copains fassent solo et se vendent au plus offrant. Mais qui a plus intérêt à ce que les pays de l'Est

l'esprit les propos élogieux qu'il tressa lors de la venue, il y a environ un an, de Margaret Thatcher en Pologne. Les chômeurs et les syndicalistes de Grande-Bretagne ont dû apprécier sur pièces. Helmut Kohl, en visite en Pologne, a raté la destruction du mur de Berlin, et les Polonais ont l'impression d'avoir œuvré pour le roi de Prusse...

Consensus en France

Au-delà des déclarations de Gorbatchev et de Mitterrand sur le « nouvel équilibre européen » à créer de toutes pièces au cours de discussions prévues en décembre ou en janvier, ce que la presse appelle maintenant « les conséquences des bouleversements dans les pays de l'Est » est une nouvelle brique dans le consensus centriste de notre hexagone favori. Ainsi, dans Libération du week-end dernier, Bernard Kouchner (secrétaire d'Etat social-démocrate) et Alain Madelin (ancien ministre libéral et ancien

être paru trop pessimistes, mais l'unanimité m'a toujours inspiré une méfiance réservée. Et voir les habitants de Berlin-Est se ruer dans les supermarchés de l'Ouest ne m'a pas rempli de folle espérance pour la révolution sociale. Et si l'on reste sur le mode pessimiste, Gorbatchev décrétant que le rôle dirigeant du Parti communiste, c'est fini, a une fade odeur de peinture fraîche sur la façade. D'ici que les marins de Kronstadt et Makhno soient décorés à titre posthume de la médaille des précurseurs de la perestroïka !

Question : tout ceci aurait-il été possible si la télévision n'existait pas, si tout ce qui se passe à l'Est n'était pas sous l'œil de millions de spectateurs ? Tout se réveille à l'Est, le libre marché s'instaure peu à peu, les PC s'écroulent de même, les nationalismes reprennent du poil de la bête, la droite aussi. C'est comme chez nous quoi, tout est à faire !

Alain PIERRE

EDITORIAL

En mars dernier, l'ARENA, parti d'extrême droite, était élu au Salvador. En septembre, des négociations s'engageaient avec le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) pour avoir des perspectives de paix dans ce pays. Cependant, les escadrons de la mort continuaient leurs exactions fascistes contre les ouvriers et les militants syndicaux.

L'attaque contre une association des droits de l'homme a mis le feu aux poudres et, le 11 novembre, le FMLN lançait l'insurrection. Le 12, l'état de siège était proclamé. Au départ, les rebelles espéraient négocier avec le gouvernement, mais devant l'ampleur de leur combat, ils veulent maintenant prendre le pouvoir. Cependant, rien ne semble déterminer une issue favorable pour le FMLN ; on sent plutôt un certain pourrissement dans la lutte.

La population semble plutôt passive, ce qui devrait poser quelques questions aux révolutionnaires du FMLN.

Le Front est soutenu par les sandinistes, mais Managua risque de laisser tomber les rebelles en vue des négociations en cours pour la paix en Amérique centrale.

Bien sûr, il y a aussi le poids des Etats-Unis du côté du pouvoir fasciste. Dans ces conditions, la rébellion semble désespérée et perdue d'avance. Toutefois, la presse française préfère s'extasier sur ce qui se passe en Europe de l'Est : l'hydre marxiste s'écroule, vive le capitalisme, mais les « gentils » régimes fascistes sud-américains, il ne faut pas trop en parler.

Amis lecteurs

NOS fidèles lecteurs devaient s'attendre à un complément d'informations après l'« Amis lecteurs » du 26 octobre 1989, mais l'importance de l'actualité et de nos tâches en cette période critique pour le Monde libertaire nous ont empêché de mener à bien ce qui constitue pour nous une obligation morale.

Mais les choses avancent en ce qui concerne la nouvelle formule de notre journal. Vous avez répondu à notre appel et les souscriptions du mois d'octobre en témoignent comme vous pourriez le constater. Il faut continuer et atteindre l'objectif de 140 000 F nécessaires pour nous doter d'un matériel informatique PAO. Nous avons longuement réfléchi à la configuration qui nous permettrait de confectionner le Monde libertaire et celle que nous avons arrêtée répond à la fois aux critères de qualité et de rentabilité. Si nous ne pouvons recueillir cette somme, nous aurons recours au crédit qui grèvera d'autant plus notre budget. Plus les souscriptions seront importantes, moins nous aurons à faire appel au crédit.

Certes, nous aurions pu adopter une configuration plus économique, mais en hypothéquant la qualité future de notre hebdomadaire. Cela, nous l'avons refusé en regard à notre héritage historique presque centenaire. En effet, c'est le 16 novembre 1895 que Sébastien Faure publie le premier numéro du Libertaire en France. Et depuis, ce journal s'est maintenu, traversant les conflits guerriers mondiaux et les luttes intestines dont l'une d'entre elles (en 1953) nous a obligés à modifier le titre. Ces générations de

militants qui ont construit le journal de l'organisation des anarchistes nous obligeaient à ne pas brader nos acquis.

La nouvelle formule de notre hebdomadaire se construit petit à petit, autant d'un point de vue rédactionnel que des maquettes. Le Monde libertaire que vous découvrirez le 1^{er} février 1990, sur huit pages car nécessité oblige, sera plus incisif avec des articles d'actualité plus courts. Mais nous ne négligerons pas pour autant l'aspect argument, réflexion, débats de fond. Cette nouvelle formule du ML, nos lecteurs de la Région parisienne pourront la découvrir au fur et à mesure de son élaboration. En effet, nous avons organisé une mini-exposition regroupant dès maintenant les premiers projets de logo et de maquette à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, Paris-11^e. Les permanents de la librairie pourront ainsi recueillir vos réflexions et vos remarques. Ensemble, nous franchirons cette étape pour que la voix « sans Dieu ni Maître » continue et profite de cette crise pour améliorer son aspect.

LES ADMINISTRATEURS

P.S. : Des abonnés nous ont fait part de retards dans la réception du ML. Un délai supplémentaire de un à deux jours peut s'expliquer par la modification de routage entraînée par la périodicité bimensuelle. Nous nous en excusons auprès de nos abonnés et leur demandons d'accepter ce contretemps temporaire. Cependant des retards plus importants ont été constatés et nous veillerons auprès des services compétents à y remédier.

SOUSCRIPTIONS OCTOBRE 1989

RAI : 100 F, HORCIN F. : 60 F, Mme V. : 6 060 F, NABATE ASBL : 100 F, Auguste P. : 160 F, Liaison de la Creuse FA : 150 F, JOURDAN F. : 150 F, Anonyme : 60 F, MATA J. : 210 F, GAUDIN P. : 210 F, Groupe FA Bourgoin : 300 F, ARNAULT J. : 300 F, FRERE I. : 60 F, GARCIA M. : 60 F, Liaison Saint-Brieuc : 200 F, MASSEURD Jean-Jacques : 60 F, Henri : 500 F, AEGERTER : 500 F, NAUWAK : 350 F, Groupe Pierre-Besnard F.A. : 2 500 F, SAPPJA M. : 100 F, Le Furet : 500 F.
Total des souscriptions : 12 750 F.

Prochains numéros du Monde libertaire :
n° 769 le 7 décembre, n° 770 le 21 décembre,
et n° 772 le 18 janvier.
Nouvelle formule : n° 773 le 1^{er} février 1990.

N° 768 JEUDI 23 NOVEMBRE 1989

CONTESTATION EN RDA

A l'Est d'Eden

A l'Est d'Eden

La RDA, que tout le monde donnait il y a quelques mois encore pour le contre-exemple des changements en cours en Europe de l'Est, connaît finalement elle aussi le vent de la perestroïka. Jusqu'où les pays-satellites peuvent aller trop loin ? Gorbatchev l'a déjà précisé : pas au-delà du retrait du Pacte de Varsovie. Mais, concernant l'Allemagne de l'Est, cette exigence se double d'une contrainte interne. Pour cet Etat n'ayant de justification qu'idéologique, toute contestation de la doctrine officielle équivaut à une remise en cause de son existence même.

Réminiscences

La foule se masse à Potsdamer Platz. Devant le siège du Parti, les slogans fusent. Ce que réclame le peuple ? Des élections libres ; la démission du gouvernement ; et surtout le libre passage entre les deux zones. Cela ne se passait pas il y a deux semaines, mais en juin 1953. La suite, on la connaît : état d'urgence et répression sanglante.

Est-ce à dire que la nouvelle génération a obtenu aujourd'hui ce que la précédente réclamait 35 ans auparavant ? Rappelons tout de même que la révolte de 53 s'est déroulée après l'annonce par le régime de mesures d'assou-

plissement de la politique de socialisation. Il s'agissait déjà à l'époque d'une tentative pour enrayer le mouvement de fuite vers l'Ouest. L'échec de cette politique de séduction économique ramena l'Etat à ses bonnes vieilles méthodes de répression militaire qui le conduisirent jusqu'à la construction du mur en août 61.

Certes, le contexte international est aujourd'hui tout différent ; ce qui était possible en pleine guerre froide ne l'est plus dans l'actuelle période de détente, ne serait-ce que parce que les deux grands, empêtrés dans leurs problèmes internes, n'ont plus les moyens d'une politique interventionniste en Europe. Mais les enjeux restent les mêmes : le statut économique et politique d'une nation allemande au passé toujours mal cicatrisé.

Au pied du mur

On n'est pourtant pas passé loin du bain de sang au début des manifestations de Dresde. Ce vieux stalinien d'Honecker avait passé la consigne : ordre était donné à l'armée de tirer dans le tas. Potsdamer Platz-Place Tianmen, même combat pour les deux régimes qui s'étaient congratulés l'un l'autre à l'occasion de leur quarantième anniversaire respectif.

Cette perspective nous fait presque considérer l'arrivée au pouvoir d'Egon Krentz comme une

bonne chose. Issu, comme Gorbatchev, de l'appareil du Parti, il a, comme lui, l'avantage de l'âge et d'une meilleure appréciation de l'état du pays ; surtout, il a conscience de l'impossibilité du statu quo.

C'est pourquoi, dès son entrée en fonction, il a profité de l'incertitude que créait chez les manifestants ce changement au sommet pour jouer des effets d'annonce. Il a d'abord souligné la « rupture » de ligne politique en critiquant durement son prédécesseur... ce qui revenait à se blanchir lui-même des incuries qu'il révélait. Puis il orchestra en trois points une offensive de séduction tant intérieure qu'internationale : annonce d'« élections libres », libre passage sans condition en RFA, et enfin brèches « officielles » par de non moins officiels bulldozers dans le « mur de la honte ».

Visiblement, Egon Krentz a appris de son homologue soviétique à ne reculer devant aucun tabou... pourvu que le symbole fasse craquer les médias occidentaux. Voilà un bon moyen de présenter comme une victoire personnelle un fait qu'il n'aurait peut-être pas pu empêcher tout en mettant la vieille garde du Parti... au pied du mur de la réforme.

Une volonté de changement

Car si depuis quelques mois le

départ massif (plus de deux cent mille personnes) d'Est-Allemands vers la partie occidentale a mis le feu aux poudres, il ne faut pas oublier le vaste mouvement de contestation à l'intérieur du pays qui pousse le régime de fer à ouvrir ses frontières et à promettre des réformes politiques et économiques.

On a vu ainsi apparaître un certain nombre d'organisations qui, à l'opposé de ce qui se passe en Pologne ou en Hongrie, ne lorgnent pas vers l'idéologie libérale mais veulent avant tout réformer le système de l'intérieur.

Que ce soit le Parti social-démocrate formé le 9 septembre 89 et dirigé par l'historien berlinois Ibrahim Boehme ; les mouvements gravitant autour de l'Eglise évangéliste qui réunissent des groupes de travail (justice, droits de l'homme, protection de l'environnement) ou encore le Nouveau Forum, principal mouvement d'opposition qui a consigné les revendications dans un « catalogue public de problèmes », tous ont en commun la volonté affirmée de concilier démocratie et socialisme. De plus, au sein même du SED (le parti communiste), de nombreux militants souhaitent que l'appareil se démocratise. Les thèmes récurrents de l'ensemble de ces mouvements sont : démocratie sociale, écologie, droits de l'homme, liberté de circulation.

Victoire du capitalisme sur le communisme ?

Si la RDA se trouve donc en proie à une révolution, personne ne peut prédire à l'heure actuelle où elle s'achèvera ; nous ne pouvons que souligner quelques lignes de force qui font l'originalité de la contestation est-allemande.

S'ils veulent rompre avec le régime autoritaire du SED, les mouvements d'opposition ne prennent pas pour autant le système libéral pour exemple. Bien que la RFA continue d'attirer bon nombre de migrants, elle n'en constitue pas moins un modèle à éviter. La déréglementation sociale, les difficultés de logement, le chômage ou encore la criminalité sont autant d'aspects que refusent les réformateurs.

Tous insistent au contraire sur la nécessité de renégocier le contrat social : meilleur partage des richesses, refus des inégalités, refus des apparatchiks, liberté de circulation, etc.

La recherche d'une solution qui ne soit ni libérale ni socialiste autoritaire laisse espérer de nouvelles formes d'organisation sociale. Cette perspective ne peut qu'inciter les anarchistes à suivre avec attention le déroulement des événements à venir.

José DA COSTA
Xavier MERVILLE
(gr. Humeurs Noires)



N° 768 JEUDI 23 NOVEMBRE 1989

En bref

• INITIATIVE :

Un collectif anarchiste s'est créé depuis peu à Saint-Martin d'Hères (Isère). Structure indépendante des diverses organisations libertaires, elle souhaite regrouper un large éventail d'individus désireux de conjuguer réflexion et action anarchistes sur la région Rhône-Alpes et au-delà. Pour contacter le collectif, écrire à l'adresse suivante : MAI, BP 273, 38407 Saint-Martin d'Hères cedex.

• GASTRONOMIE :

Le 6 décembre en soirée, l'Association culturelle libertaire « La Commune » de Grasse organise un banquet au profit de l'association. Pour plus de précisions, écrire à : « La Commune », 4 bis, rue Porte-Neuve, 06130 Grasse.

• COLLECTIF :

Le Collectif contre l'armée à l'école organise le samedi 25 novembre 1989 à 17 heures, 14, rue de Nanteuil, Paris-15^e (m^o Plaisance) un débat public concernant le protocole d'accord Armée-Education. Projection de la vidéo : « Le retour du civisme ». Participation aux frais : 10 F. En présence de : Michel Auvray, Guy Champagne (institut Freinet) et... du général Cann (paiera-t-il ses dix balles ?).

• DÉBAT :

Débat à la librairie La Gryffe : 5, rue Sébastien-Gryffe, 69007 Lyon (m^o Saxe-Gambetta) le samedi 2 décembre 1989 à 15 h autour du thème : « Classes et lutte des classes : où classer les couches moyennes salariées ? ». Avec Larry Portis, auteur du livre *Les classes sociales en France*. Un débat inachevé (1789-1989) et Alain Bihr, auteur de *Entre bourgeoisie et prolétariat : l'encadrement capitaliste*.

• GRÈVE A BEAUBOURG :

Fin de la grève des personnels de nettoyage à Beaubourg. Après six semaines de lutte, plusieurs interventions de la police, les travailleurs n'ont rien obtenu. Les autres personnels de Beaubourg n'ont pas bougé. Corporatisme, quand tu nous tiens !

• A L'ATTENTION DES OBJECTEURS EN SERVICE :

Nous sommes des objecteurs en service dans la région de Bordeaux. Par solidarité à tous les réfractaires à l'armée, nous avons débuté une action de renvoi de la carte du Service national « spéciale » objos. Cette action complètera la lutte antimilitariste actuelle. Si tu es objecteur et que tu te sens concerné par la lutte antimilitariste, et si tu veux participer à cette action, renvoie ta carte et la lettre suivante au Ministère de la Solidarité, Santé, Protection sociale : 1, place Fontenoy, 75700 Paris. « Par solidarité aux objecteurs-insoumis, insoumis totaux et déserteurs embastillés ou sur le point de l'être, je vous renvoie cette carte, je demande l'arrêt des poursuites et, en cette année 1989, l'abolition de la conscription. » Afin de comptabiliser l'action, contactez-nous par l'intermédiaire du journal.

GREVE DES FINANCES

Le cadavre remue encore



ENTERRE depuis quinze jours par la presse, le conflit des Finances ne peut pas être considéré comme clos. Certes, après plus de cinq mois de lutte, les grévistes sont fatigués et désespèrent de voir aboutir leurs revendications. Aujourd'hui, la grève générale n'est plus de mise et a été suspendue dans de nombreux départements pour ne rester active que dans une vingtaine d'entre eux.

Je ne veux pas jouer au journalier de *Paris-Match*, mais j'ai vu pleurer plusieurs personnes qui reprenaient le travail. Reprendre le travail est d'ailleurs un bien grand mot puisqu'il n'y a pas vraiment de grands efforts qui sont développés dans les services, c'est plutôt l'assemblée générale permanente. Les agents discutent entre eux sur la façon de reprendre le travail et du paiement des jours de grève. Pour ce dernier point, le ministère a été d'une générosité exemplaire : 25% des jours de grève seront payés et les samedis et dimanches ne seront pas comptabilisés comme jours de

grève (sic). De plus, dans sa mansuétude, le ministère permet aux agents de compenser dans une limite de 25% le retrait des jours de grève en déposant des jours de congés.

Cette dernière mesure a été vivement appréciée par les grévistes qui avaient délaissé leurs enfants en s'investissant dans la lutte. Ces mesures, appelées d'apaisement par Bérégovoy, avaient été annoncées en avant-première à un millier de manifestants reçus à Bercy par des gaz lacrymogènes.

L'apaisement devient torride. La reprise du travail ne se fait pas, les personnels refusent de travailler comme avant la grève avec une hiérarchie qui n'a qu'une optique carriériste sur le dos du service public. Ces ex-grévistes veulent décider de leur travail, fixer leurs priorités dans le retard accumulé depuis la grève et qu'ils ne veulent pas rattraper dans la mesure où il n'a pas été payé. Dans les services persiste même une situation explosive qui remet en cause un système que certains qualifient de stalinien et dont ils ne veulent plus.

Tout de même, il y eut une manifestation devant l'Assemblée nationale le mercredi 15 novembre afin de faire annuler le budget des administrations financières. Trois mille personnes étaient là, très énervées. Sous la pression, les CRS donnèrent très vite de la matraque. Seul le groupe communiste est venu apporter son soutien ; les députés socialistes ont ignoré superbement la présence des grévistes, ce qui a plus encore énervé les grévistes qui se sont déplacés jusqu'au siège du PS proche de là. La porte d'entrée a volé en éclats et les flics ont encore tapé. Les manifestants se sont ensuite dirigés vers l'Elysée où là ça a cogné dur sur les grévistes, les touristes japonais et les gens du quartier. La grève générale semble terminée, mais le conflit dure encore.

Philippe STEC
(gr. Louise-Michel)

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT

Mauvaise humeur
et énervement
à l'Équipement

IL n'est pas certain que le ministère de l'équipement soit le prochain secteur de la fonction publique où aura lieu un conflit d'ampleur national, mais...

La dernière grève nationale (de 24 h), soutenue par la CGT et FO, a permis de constater que le personnel de ce ministère était de fort mauvaise humeur.

Rappels

Tout comme les PTT, l'Équipement est un ministère dont la technicité suscite des envies : les entreprises privées du BTP hurlent à la concurrence déloyale, les DDE travaillent à moindre coût et souvent à qualité égale pour les collectivités territoriales (assurant ainsi le rôle de service public pour les plus démunies d'entre elles) ; les conseils généraux veulent récupérer une activité voyante donc électoralement payante. Depuis le début des années 80, les différents ministres n'ont qu'une seule idée : « moderniser-adapter » ; c'est-à-dire imposer une privatisation rampante des services rendus (par l'Équipement) les plus rentables, augmenter la productivité des agents en réduisant de manière importante les effectifs, en augmentant la qualification et la « productivité » de ceux qui restent.

Ça suffit !

Bien sûr, l'ambiance « fonctionnaires nantis » de ces années, ajoutée à la mise en place de cercles de qualité, des groupes de travail, des con-

trats de performances, de la décentralisation et de vagues promesses sur les nouvelles qualifications, ont pu faire croire que la pillule était passée. Mais les mêmes causes provoquent — à la longue — les mêmes effets :

- perte du pouvoir d'achat ;
- blocage des promotions et carrières ;
- non-reconnaissance des nouvelles qualifications des agents ;
- surcharge du travail dû à la baisse des effectifs et à la modernisation.

Résultat : aujourd'hui presque tous les services et départements sont touchés par des actions de grèves, de mauvaise humeur et bien sûr par des assemblées générales : — dans le Gard, les agents ont rangé le matériel moderne pour ressortir les brochettes ; — les routes du Morbihan ont été coupées ; — les grèves du zèle touchent de plus en plus de services ; — des préavis de grèves pour le week-end sont lancés dans les départements montagnards (attention aux premières chutes de neige dans les Alpes), etc.

Il n'est pas possible de prévoir ce qui va se passer dans les semaines à venir. D'ailleurs, pour l'instant, il s'agit plus de la superposition de dizaines de conflits locaux que d'un mouvement de fond national, et la direction du personnel tente d'éviter la globalisation du conflit, des revendications, et brandit les éventuelles sanctions.

Wally

Le directeur du personnel à tous les chefs de service :

Depuis plusieurs semaines, des organisations syndicales ont appelé les personnels à se mobiliser sur certaines revendications. Ceci s'est traduit par des mouvements qui visent à entraver le fonctionnement du service.

Certaines pratiques observées qui consistent notamment à bloquer les documents administratifs, à refuser de renseigner par téléphone les élus et les particuliers, à neutraliser l'activité des centres informatiques, à s'abstenir d'utiliser certains engins ou à ne pas exécuter les ordres reçus, ne peuvent en aucune manière être regardées comme des formes d'exercice du droit de grève.

Etc.



Grève à « Libé »

Ça n'a duré qu'un jour, une parution, donc, mais il faut qu'on en cause. De quoi ? de la grève des « fabricants » (1) au journal *Libération*.

Dans l'ex-quotidien de la rue de Lorraine, au XIX^e à Paris, on s'était depuis toujours méfié des « syndicats-bordel ». Puisque l'entreprise était une grande famille, on était donc tous frères et sœurs sous la houlette du grand frère Serge. Là les banquiers sont arrivés avec la loi du marché et l'UL CGT du XIX^e retentit encore des psychodrames qui se déroulaient entre salariés convaincus que le pacte initial était rompu et ceux qui y croyaient encore. Depuis, le quotidien *Libération* a pris son envol (2) et, comme les autres

fait progresser son processus de modernisation. Cela, en presse comme dans le labeur, syndicat ou pas, signifie suppression d'emplois... S'il y a concertation, on peut reclasser les gens, aménager des solutions sociales, mais si on annonce cela « nouvelle manière » dans une séance plénière de CE, ça bloque. Et cela n'a rien à voir avec le monopole d'embauche, il s'agit tout simplement de l'avenir des ouvriers du Livre.

Sitting Bull

(1) Serge July a beau servir de caution « ex-gauchiste » aux meetings du PC à la Mutualité, il n'ose pas appeler les ouvriers du Livre par leur nom !

(2) Fliguant (sans le vouloir) le Matin de Paris. Perdiel mergitur ?

MANIFESTATION LYCÉENNE

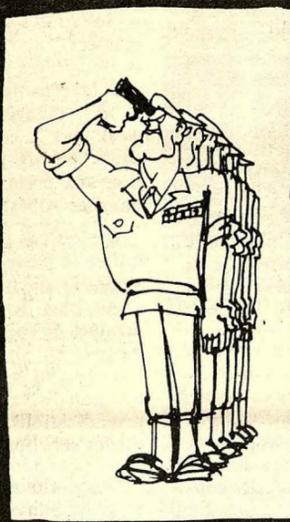
Antimilitarisme à Annecy

LE 4 octobre, à l'appel du CRI (Collectif rupturiste incontrôlé), la ville d'Annecy a connu sa première manifestation lycéenne pour l'abrogation du protocole d'accord Jospin-Chevènement. Plus d'une centaine de jeunes et de lycéens ont sillonné les rues d'Annecy, faisant un passage symbolique devant la caserne de la ville.

Cette initiative du CRI, motivée par l'absence d'information et de réactions sur ce protocole de la part des médias et des syndicats, avait pour thème : « le refus de la logique militariste, basé sur les rapports de forces, le respect aveugle de l'ordre et la dépersonnalisation ». Que ce CRI soit entendu !

De notre correspondant à Annecy

Note : le SIRPA n'a pas envoyé de sondages sur place (cf. article ci-dessus).

FAUT-IL SUPPRIMER
LES MILITAIRES ?

SIRPA

Le sondage nouveau
est arrivé

DEVANÇANT de peu le Beaujolais, la livraison annuelle de sondages sur l'image de l'armée dans le pays est arrivée par la grande porte. Le SIRPA (1), officine de promotion de l'armée française, besogne efficacement au service de la Grande Muette avec l'argent de nos impôts.

Plusieurs fois par an, une opération publicitaire est organisée. La méthode est simple. Préparez soigneusement un questionnaire malin-kaki, agrégez-vous une institution reconnue dans le milieu des sondages (l'IFOP, par exemple). Si les résultats vous satisfont, diffusez-les. Pas mal, non ? Grâce à cela, la presse est abreuvée de chiffres et de tableaux consensuels : l'armée et le pays s'aiment, puisque le sondage et le SIRPA vous le disent ! De sacrés cire-pompes cloutés, les agents du SIRPA !

Nous découvrons, dans nos quotidiens préférés (2), des titres accrocheurs du style : « 70% des Français favorables à l'emploi des forces armées dans la lutte anti-terroriste ».

Quel est, selon vous, le principal ennemi de la France ? 36% des son-

dés répondent l'Iran, 20% la Libye, 15% le Japon, 10% l'URSS.

Devant tant d'ingéniosité intellectuelle, nous pourrions suggérer aux sondages du SIRPA des questions plus lumineuses encore : « Vous voyagez tranquillement au Liban, un commando de Japonais chiites vous prend en otage sauvagement, pensez-vous que l'armée française doit intervenir pour vous sauver ? » Répondez par oui ou par non.

Enfin, si on détaille les résultats du sondage, 64% des Français sondés déclarent ne pas avoir d'ennemis. Dans ce cas, l'utilité effective de l'armée, de sa frénésie budgétaire ne vous semble pas si limpide. Alors, une remarque encore, « Sirpeurs », méfiez-vous des sondages ! Les chiffres ça se retourne, c'est comme les fusils. « S'ils s'obstinent, ces cannibales, à faire de nous des héros, ils sauront bientôt que nos balles... sont pour nos propres généraux. »

RAMONET

(1) Service d'Information et de Relations publiques des Armées.
(2) Le Monde, 1^{er} novembre 1989.

ILLE-ET-VILAINE

Le souci de l'information

EN cet automne où la pluie a fini par reparaitre, Rennes a voulu faire d'elle une ville-phare de l'Ouest européen, au travers de deux opérations d'« information grand public ».

Fougères la fière...

La première opération, d'envergure limitée, avait pour cadre la campagne nationale de publicité pour la ville de Fougères, campagne qui a bénéficié d'un million de francs lourds de la part du gouvernement (du temps de Gaston Defferre).

L'opération « A Fougères, on est comme ça ! » (?) était destinée à redonner confiance à un pays sinistré par la crise de la chaussure et par la faillite d'usines de textile. D'après les statistiques de l'Insee, Fougères était en 1985 une ville où le taux de chômage avait baissé en dessous de 10% de la population active, notamment parce que les jeunes de 18 à 25 ans s'étaient, plus qu'ailleurs, expatriés pour trouver du travail. Aujourd'hui, les politiciens locaux se disputent la création de quelques dizaines d'emplois et le traitement social du chômage (mise en œuvre prochaine d'une « mission locale pour l'emploi des 18-25 ans ») avec un regard négligent sur la dégradation de la situation sociale.

Plus que jamais, face à un panier de crabes bien informés, les mouvements associatifs et syndicaux ont largement de quoi s'occuper ; d'ailleurs, même les ouvriers de l'industrie granitière commencent à se mettre en grève...

(Coca)-Scola,
salon de l'éducation ?

Avec un budget de neuf millions de francs (moitié pour la commune de Rennes, moitié pour une agence de pub), le salon Scola a triplé la mise par rapport à sa première édition en 1987. La qualité n'en a pas pour autant été améliorée, à moins qu'il faille, à l'image du quotidien *Ouest-France*, juger intéressante la présence d'un stand de la multinationale Coca-Cola ; celle-ci est venue pour raconter qu'elle veut faire passer la consommation française de cinq litres par enfant et par an à plus de vingt litres comme en Belgique ou en Angleterre, sans susciter le moindre commentaire d'un journal qui se laisse gagner par le souci d'une information fade, telle que la tolèrent de puissants annonceurs.

Malgré cette débauche publicitaire, le salon Scola resté au moins un lieu où peuvent se rencontrer les divers acteurs du monde éducatif (parents, enfants, militants et professionnels).

La prochaine édition en 1991 sera axée sur l'échec scolaire, et c'est déjà une manière de reconnaître l'échec prévisible du plan Jospin de lutte contre les inégalités au sein du système scolaire.

Démagogie aidant, la ville de Rennes mettra en avant ses innovations en la matière, reléguant en attendant tous les problèmes d'organisation de son système péri-scolaire ; fin octobre, les personnels communaux, y compris ceux de l'éducation, étaient en grève car ils ne peuvent plus supporter indéfiniment une hiérarchie imbécile et une politique salariale éhontée : des TUC occupent maintenant des emplois qui normalement sont rémunérés à plus du SMIC. La ville de Rennes, pilier

du socialisme mou en Ille-et-Vilaine, paye 20% de ses personnels à moins de 3 000 F par mois et 70% entre 3 000 et 6 000 F par mois.

La question reste posée : que font donc les autres 10% pour mériter plus ?

C'est que, par exemple, quelques chefs de service s'amuse à faire bosser leurs subordonnés pour préparer des opérations « tape à l'œil » telles que le salon Scola, où les questions de l'orga-

nisation du système éducatif ne trouvent même pas leur place.

Jouer avec la conscience professionnelle des agents dévalorisés, tel est le rôle de ces chercheurs de l'éducation qui gagnent plus d'un million de centimes tous les mois, à force de réceptions et autres comédies. Mais d'ici 1991, on peut toujours espérer que Scola devienne enfin un salon de l'éducation, animé et géré par ceux qui vivent la réalité éducative au jour le jour...

Marie LENAYE

LOGEMENT

Réquisition populaire
de HLM vides
à Champigny-sur-Marne

SUR la droite du tableau, une petite cité d'une dizaine de pavillons HLM dont deux ou trois seulement sont occupés (cité jardin). Sur la gauche, un peu plus bas, quatre familles. Quatre familles sans toit, à la rue ou sur le point de l'être. Sans toit, mais heureusement prioritaires... depuis des années.

Mais quel est le con-qui a composé un tableau pareil ? D'un côté un besoin fondamental : le logement, de l'autre les moyens de le satisfaire, en l'occurrence des appartements vides, et sociaux de surcroît, fermés depuis trois ans pour rénovation à venir !... Malgré cela, les uns restent à la rue et les autres sur le trottoir. Pas facile à digérer, c'est pourtant ce que nous impose l'ordre social. Voilà, c'est dit !

C'est dit, mais ce n'est pas tout, on ne va pas rester comme cela... et le tableau s'anime, sort du cadre. Du besoin à sa satisfaction, il n'y a qu'un geste, et fi des intermédiaires et de l'administration étatique... Vive l'action directe !

Alors on réquisitionne et pour cela on n'est pas tout seul. Quand il s'agit de solidarité, il y a encore des copains, des voisins, des passants qui répondent à l'appel. Ils étaient là, plus d'une centaine pour soutenir le Comité des mal-logés, pour soutenir le droit à la vie contre le « respect des règles sociales » qui avaient peint ce foutu tableau. Et puis, il y avait Emmaüs qui, fidèle à la maxime de l'Abbé Pierre : « il vaut mieux vivre illégalement... que mourir légalement », aide régulièrement le Comité dans ce type d'actions en fournissant des matelas, des couvertures et des draps.

Mais le peintre n'avait pas encore rengainé ses pinceaux, il lui restait encore quelques couleurs baveuses, suffisamment de quoi rajouter une surveillance passive de la police, de la gendarmerie et l'intervention de l'adjoint au maire : « Sur le principe, vous avez raison, mais je n'apprécie pas vos méthodes, il aurait fallu vous en remettre à nous ». Pourtant, en une journée, quatre familles s'étaient logées, alors qu'elles attendaient déjà depuis trois ans... Ah ! les intermédiaires se sentent décidément mal aimés. Dans le fond, le langage radical leur convient, mais pour agir : « il faut faire confiance aux spécialistes »..., à condition d'avoir du temps à perdre et de l'espoir à revendre.

A la fin de la journée, le peintre n'y retrouvait plus son œuvre ! Ses personnages étaient devenus acteurs... Merde ! Et si cela se généralisait, si après le logement public, c'était le logement privé et ainsi dans tous les autres domaines, alors à quoi servirait l'Etat ?

Heu ! A rien... c'était pour faire avancer le schmilou... mili.

Lucien (gr. P. Besnard)
David, Patrick (Val d'Yennes)



CORSE

L'heure du bilan

DIX-HUIT mois de paix civile pour la Corse. En contre-partie de la trêve du FLNC, la soixantaine de prisonniers a été relâchée. En 1981, les libérations avaient été massives, cette fois-ci, comme cela avait été annoncé, l'Etat pratiqua la politique des otages et assura les libérations au compte-gouttes jusqu'à l'été dernier.

Pendant ces dix-huit mois, le gouvernement socialiste s'est appliqué à lancer de la poudre aux yeux. Il ordonne des inspections dans différentes administrations afin de moraliser la vie publique ; mais certains rapports ayant beau être accablants, ils ne débouchent pas pour autant sur des mesures concrètes.

La grande grève des fonctionnaires du printemps dernier, qui se termina par un échec, donna lieu aux fameuses tables rondes qui devaient analyser le mal de la Corse en matière d'économie et de fonction publique, et indiquer au gouvernement les voies à suivre en matière de redressement de la situation et du développement de la Corse. En fait, le rapport Pradat, issu des tables rondes, comme le colloque des îles méditerranéennes tenu en octobre à Ajaccio, ont connu une certaine médiatisation, au moins en Corse, mais sur le plan des faits, c'est la politique de l'immobilisme.

Sur le plan culturel, rien de con-

cret en vue de l'enseignement de la Corse ; la co-officialité des langues n'est pas encore à l'ordre du jour dans les bureaux de l'Etat qui colonisa la Corse il y a deux siècles.

L'application du droit commun à la Corse : volonté de supprimer les arrêts Myot remontant au début de la colonisation. Prenant en considération l'état de misère de la Corse, ils retirèrent en particulier à l'Etat son droit d'imposition sur les cessions. Et encore, voter sur sa commune de résidence est un projet qui vise à désagréger encore plus le tissu de la Corse de l'intérieur. Même si au premier abord cela semble juste, en vérité le but de la manœuvre est de retirer le statut de commune à des villages n'ayant plus assez de résidents permanents, c'est-à-dire leur quasi-totalité. Ils ne dépassent pas, dans la réalité, les cent habitants, et si on y a fermé écoles et bureaux de poste, on y va, dans le même temps, construit des gendarmeries du dernier modèle. Aussi les nationalistes demandent-ils des mesures d'accompagnement au projet permettant aux villageois travaillant dans les villes insulaires et se rendant régulièrement dans leur village d'y demeurer inscrits.

Sur le plan des transports, la fameuse continuité territoriale agit toujours à sens unique ; on subventionne toujours les produits importés en Corse, compromettant l'émergence de toute production dans l'île.

Au niveau agricole, quel est le pays du monde qui possède une agriculture aussi moribonde et non productive que celle de la Corse. Agriculture traditionnelle exangue, échec de la monoculture dans les plaines qui a conduit à l'arrachage de quinze mille hectares de vignes ces dernières années, échec de l'agrumiculture non compétitive financièrement au regard des monnaies des autres pays producteurs, succès probablement éphémère du kiwi car les plantations se développent dans le sud de l'Europe.

Pour l'Etat et la Communauté européenne, la Corse est destinée au tout-tourisme. L'accalmie engendrée par la trêve avait permis de redonner une certaine confiance aux spéculateurs immobiliers. La destruction de cent trente-cinq logements construits sans permis dans la zone de Porto-Vecchio va probablement les faire réfléchir.

Aujourd'hui le bilan est négatif. L'Etat n'a pas eu le courage de s'attaquer aux problèmes, leur solution ne passe pas par sa logique. On gardera en mémoire, pour consolation, le déplacement de la commission nationale Informatique et Liberté (CNIL), qui vient de relever des irrégularités dont le fleuron est le fichier non déclaré des abstentionnistes à la mairie d'Ajaccio, pour mieux lutter contre la fraude électorale (sic !), bien entendu...

Fred ANTONI (Ajaccio)



SANTÉ

La protection sociale complémentaire en question

LE 21 octobre, les mutualistes étaient invités par la Fédération des mutuelles de France à manifester contre le projet de loi présenté par Claude Evin, ministre des Affaires sociales. Le 10 novembre, ils étaient devant l'Assemblée nationale à l'appel de la CGT.

A première vue, ce projet, intitulé : « projet de loi renforçant les garanties offertes aux personnes assurées », pouvait paraître intéressant. En effet, il est censé mettre fin aux excès les plus flagrants des compagnies d'assurances dans le domaine de la complémentarité.

Depuis des années, les mutualistes militants dénoncent l'envahissement du secteur de la protection sociale complémentaire par les compagnies d'assurances particulièrement dans les entreprises où elles évincent les mutuelles en proposant des prestations alléchantes pour des cotisations plus faibles que celles des mutuelles, avec l'aide du patronat, qui préfère naturellement les assurances aux sociétés mutualistes. Les compagnies d'assurances ont des moyens financiers qui leur permettent de perdre de l'argent le temps d'éliminer les mutuelles. D'autre part, elles ne prennent pas les personnes dites à risques, ni les retraités, ni les chômeurs.

Devant les protestations grandissantes du secteur mutualiste et de certaines confédérations syndicales, le ministre présente une loi qui semble régler la question : tous les organismes complémentaires à la Sécurité sociale : compagnies d'assurances, mutuelles, caisses de retraite, seront censés avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ainsi, les compagnies d'assurances ne pourraient plus exclure du jour au lendemain un salarié qui devient chômeur ou retraité, comme elles le faisaient couramment. On ne précise pas, bien sûr, à quel tarif le retraité pourra continuer à cotiser. Gageons que ce ne sera pas donné ! Les compagnies d'assurance ne pourront plus résilier un contrat individuel pour un personne « trop » souvent malade. Elles disposeront de deux ans pour le faire ! Après, l'intéressé se débrouillera avec sa maladie. Les compagnies auront donc le temps de faire le tri entre les « bons » et les « mauvais » assurés, le critère étant évidemment celui de la consommation médicale.

Ces agissements, faut-il le souligner, sont en complète contradiction avec les principes de la mutua-

lité, qui sont des principes de solidarité. Une mutuelle n'exclut pas un adhérent parce qu'il est trop souvent malade.

Projet pernicieux

Le projet qu'on nous présente est pernicieux. En instituant pour la première fois des règles communes aux divers organismes — à but lucratif et à but non lucratif — de la protection sociale complémentaire, en modifiant simultanément le code de la Sécurité sociale, celui de la mutualité et celui des assurances, le projet tend à généraliser à l'ensemble des organismes les méthodes et les techniques de l'assurance.

La spécificité des principes et des pratiques mutualistes disparaît. Tous les organismes auront les mêmes droits et les mêmes devoirs, mais quels devoirs à une compagnie d'assurances, sinon de gagner de l'argent ? Où sont leurs réalisations sanitaires et sociales ? Le but des technocrates — de droite ou de gauche — est clair : « Sans mettre en cause, dans l'immédiat, l'existence de la mutualité, le rapprochement des régimes juridiques doit être activement poursuivi pour que les produits d'assurance à finalités identiques soient proposés aux assurés dans des conditions de concurrence normale. »

Mais comment une concurrence normale peut-elle exister entre des organismes aux buts si différents ? Les uns sont constitués pour apporter toujours plus d'argent à leurs actionnaires, les autres s'emploient à assurer à leurs adhérents le maximum de solidarité, les meilleurs moyens de se soigner aux meilleures conditions financières. On voit bien que sous prétexte de mettre tout le monde sur le même pied, c'est le secteur à but lucratif qui est favorisé, ce sont les mutuelles qui seront écrasées.

Les syndicats ne s'y sont pas trompés. La CGT et Force ouvrière dénoncent vigoureusement le projet « qui transformera la protection sociale complémentaire en marché de la prévoyance, largement ouvert aux sociétés d'assurances, y compris aux multinationales ».

Le libéralisme continue ses ravages. A l'heure où le communisme marxiste s'effondre, il nous reste à proposer un projet de société viable et conviviale. Au travail !

André DEVRIENDT

GOLFECH

Chargement de la centrale le 27 novembre 1989

MALGRÉ l'opposition de la population — plusieurs milliers de personnes ont manifesté les 7 et 8 octobre dernier à Agen — EDF procédera au chargement de la centrale nucléaire de Golfech le 27 novembre prochain.

A environ quatre-vingts kilomètres de Toulouse, agglomération de plus d'un demi-million d'habitants, EDF s'appête à mettre en service une nouvelle source de déchets radioactifs, un nouveau risque potentiel d'accident du type de celui de Tchernobyl.

Le tout-nucléaire, malgré les deux cent trente milliards de dettes d'EDF (l'équivalent de l'endettement de la Pologne), est toujours la pièce maîtresse de la politique énergétique de la France. Pour mémoire, en 1990 il y aura soixante centrales en service dans notre pays.

Malgré les nombreux accidents connus de tous, malgré les pannes de plus en plus fréquentes qui se produisent dans les centrales, EDF persiste à affirmer que l'énergie nucléaire est la plus propre de toutes.

Depuis l'accident de Tchernobyl, ceux qui ne voulaient pas savoir ne peuvent plus l'ignorer : les responsables du nucléaire en France nous prennent vraiment pour des cons. Ils ne craignent pas de nous affirmer avec cynisme que les nuages radioactifs s'arrêtent aux frontières de notre pays.

Face à tant d'arrogance et d'incurie, il est urgent de réagir. Il faut que les habitants de ce pays prennent conscience de la menace permanente qui pèse sur eux. Nous devons lutter avec la plus grande énergie (propre celle-là) contre le nucléaire, qu'il soit civil ou militaire.

Une manifestation, appelée par le Collectif Stop-Golfech aura lieu à Toulouse le samedi 25 novembre à 15 h (départ du monument aux morts).

Tous à la Manif !

Non au nucléaire civil et militaire !

Non au démarrage de la centrale de Golfech !

Emilie REM (gr. Albert-Camus de Toulouse)



ITALIE

Solidarité avec Carrare

UNE délégation de la Fédération anarchiste s'est rendue le 28 octobre à Carrare lors de la journée internationale de solidarité avec le groupe italien Germinal. Cette journée, organisée par le groupe local de la Fédération anarchiste italienne et par les groupes anarchistes réunis de la région de Carrare, s'est voulue une protestation contre la tentative actuelle de déposséder le groupe Germinal de son local.

Noir et blanc

Carrare, célèbre pour son marbre blanc, l'est aussi pour sa tradition anarchiste. Quelquefois, de la rencontre fortuite d'un bloc de marbre et d'un anarchiste du cru, peut naître une statue « à la gloire » de ce dernier, statue que l'on découvrira au hasard d'une flânerie au fond d'un jardin public.

Certaines rues, il y a encore peu, n'étaient habitées que par des anarchistes, de méchants anars. En effet, les curés n'osaient pas s'y aventurer, même sous protection divine.

Surprenantes aussi ces maisons, à l'aspect modeste, et qui pourtant possèdent leurs escaliers en marbre blanc. C'est vrai que les carrières sont présentes partout dans la ville. Ce sont huit cents personnes qui y travaillent et qui, parfois, y meurent ou y perdent l'usage d'un membre. Les conditions de travail et de sécurité dans ces carrières sont justement un des chevaux de bataille du groupe Germinal.

Ce n'est pas le seul. Germinal s'est aussi mobilisé contre une usine de pesticides. Et depuis peu, la lutte pour conserver son local situé dans le centre-ville dévore toute son énergie.

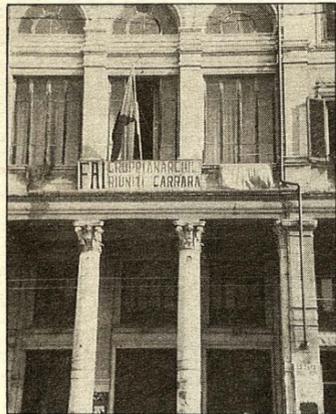
Magouilles...

Ce local a été attribué aux compagnons anarchistes à la Libération pour leur combat contre le fascisme. Et aujourd'hui, à cause de magouilles financières (trois milliards de lires sont en jeu), nos compagnons italiens risquent de perdre leur patrimoine.

Bien sûr, la politique n'est pas absente de tout ça. Les socialistes et les républicains sont au cœur de l'affaire, leurs poches grandes ouvertes pour recevoir les retombées de cette opération juteuse. Et pour l'instant, ils sont couverts par le maire communiste de Carrare.

... Et riposte

Nos amis italiens ont donc organisé pour le 28 octobre une journée de solidarité. Elle vient après un mois d'occupation des locaux, jour et nuit, suite à un ordre d'évacuation des lieux pris par la magistrature le 26 septembre. Il vaut mieux être vigilants. De toute façon, pour nos amis, ils est inconcevable de transiger. Le local restera un local anarchiste. Spéculateurs et politiciens sont tombés sur un gros morceau.



Les festivités ont débuté avec une manifestation en ville. Très bruyants les Italiens, même le matin. Après nous être arrêtés sous une plaque commémorative qui rappelait le lâche assassinat par les fascistes d'une mère et de son fils, nous nous sommes rendus à l'Hôtel de Ville où les différentes délégations ont pu adresser leur salut aux compagnons de Carrare. Des représentants de la CNT espagnole, de la CRIFA, de la FAI italienne et de la FA française ont pris la parole.

Les intervenants espagnols ont insisté sur le fait que la répression contre le groupe Germinal est une

attaque frontale à l'ensemble du mouvement anarchiste et ont rappelé la participation active des Italiens dans la révolution de 36 en Espagne.

La FAF, quant à elle, a apporté son soutien total aux compagnons de Carrare, en précisant qu'une campagne de signatures auprès de personnalités était en cours.

L'après-midi devait se dérouler différents spectacles de rue. Malgré quelques défections, la bonne humeur et la fraternité n'ont pas faibli.

Le soir, nous nous sommes retrouvés au théâtre de Carrare. Oui, là se sont déroulés les congrès internationaux de l'IFA de 1968 et 1979. La salle était pleine. Les spectacles, très variés, étaient entrecoupés par la lecture de messages de sympathie. Tout cela s'est terminé par des chants révolutionnaires, repris en chœur par toute la salle, jeunes et vieux. Une intense émotion au service d'une culture anarchiste vivante.

Encore lutter !

Et demain ? Comme nous l'avons déjà mentionné, nos compagnons ne sont pas décidés à céder le moindre centimètre carré. Un nouveau juge de Rome a été nommé afin d'étudier le dossier. C'est que les compagnons ne sont pas restés inactifs. Ils ont recherché toutes les pièces administratives qui tendent à prouver que le local leur revient. Mais ils ne se sont pas arrêtés là. Ils ont aussi fouiné pour déterrer d'autres affaires où les spéculateurs et leurs amis socialistes et républicains ont déjà trempé. Ça sent mauvais et la classe politique, semble-t-il, commence à réfléchir et peut-être à se diviser.

Nous espérons que nos amis italiens sauront déjouer les embrouilles des spéculateurs pourris et pourront ainsi conserver leur local où si chaleureusement ils nous ont accueillis, avec leurs sourires, leurs discours enflammés, paroles et gestes, et, soyons basement matérialistes, avec aussi leur cuisine minestrone ! lasagnes ! Calda Calda ! lard de Carrare ! Hélène

ESPAGNE

Occupation de locaux

LA journée d'occupation des locaux de l'AISS, organisée le 5 octobre, s'est soldée par la garde à vue de huit militants au commissariat de la Coruña et par trois arrestations à Grenade.

Les compagnons de Grenade furent emprisonnés après qu'ils eurent subi des violences de la part de la police envoyée pour les déloger. Cependant, il n'y a pas eu d'occupation de l'AISS : les faits se sont produits dans l'entrée.

Les compagnons ont opposé une résistance à l'expulsion. Ils ont été battus durement et à plusieurs reprises. On vit même un policier utiliser un talkie-walkie pour battre les cénétistes.

Des policiers déchirèrent les vêtements d'un compagnon, le laissant à moitié nu.

A la fin de l'expulsion, un compagnon avait un œil complètement violacé, un autre était blessé au cou. Ils se sont présentés dans un dispensaire pour se faire soigner et pour faire constater les mauvais traitements.

En réponse, les policiers, faute de pouvoir prouver des sévices, — en aucun cas ils ne furent agressés — les inventèrent.

Celui qui dirigeait l'opération, qui est toujours resté hors de portée des coups, est apparu avec le bras en écharpe, un autre a soutenu qu'il avait le tibia cassé, alors qu'avant, il ne boitait absolument pas. Un autre encore a invoqué une fracture du crâne. Il y eut ainsi neuf policiers « blessés ».

Les détenus sont passés devant le juge. Ce dernier a décidé « comme mesure préventive la prison prévisionnelle sans caution pour les compagnons Antonio Trujillo Carmona, Joaquín Jiménez Castilla et Elias Berzosa Saez ».

Ils sont accusés du délit « d'attentat et sévices à l'Autorité », selon les articles 503 et 504 du Code pénal.

Un soutien actif

Le Comité national et la Fédération locale de Grenade ont sollicité une entrevue auprès du gouverneur civil, entrevue qui a été refusée. Les murs furent alors recouverts de tracts et de bombages. Des démarches vers le juge ont été faites, une conférence de presse a été donnée. Quatorze témoins ont réfuté la version de la

police. La liberté provisionnelle a été demandée.

On a essayé de savoir où les policiers habitaient, où ils avaient été « hospitalisés », etc.

Dans d'autres villes, des locaux de l'AISS et du ministère du Travail ont été occupés. Partout, un texte a été remis au délégué du Travail, dans lequel la CNT demande à n'être pas défavorisée dans la répartition des locaux du patrimoine accumulé. Il est rappelé dans ce texte qu'un jugement — confirmé par le tribunal suprême — déclare, en vertu des articles 14 et 28 de la Constitution, que le fait d'avoir laissé la CNT en marge de la répartition du patrimoine syndical (répartition effectuée par une commission formée de l'UGT et des CCOO, du syndicat patronal et de l'administration) est illégal.

A Coruña, vingt-cinq compagnons se sont enchaînés aux portes de la délégation du Travail. La police arrêta huit d'entre eux, les relâchant trois heures plus tard.

A Alicante, l'occupation s'est terminée par une expulsion. Il n'y a pas eu d'incidents importants au cours des occupations de Bilbao, Cordoue, Oviedo et Séville.

A Barcelone, l'occupation se prolongea jusqu'à deux heures du matin. Le délégué du travail, bien que « ne garantissant rien », s'est engagé à « rendre justice » à la CNT dans la répartition des immeubles du patrimoine. Quant au septième étage de l'AISS, via Layetana, occupé par la CNT depuis le 29 août, il faut signaler qu'un service spécial de la police (deux fourgons) le surveilla toute la journée.

A Madrid, l'occupation du ministère du travail n'a pas pu avoir lieu car les locaux étaient fermés. Un sel accès était ouvert, protégé par la garde civile, qui barra le passage à la délégation CNT. Une plainte a été déposée devant le juge contre le ministre du Travail et son sous-secrétaire d'Etat, responsable d'avoir donné l'ordre à la garde civile d'empêcher l'accès à un bâtiment public.

A Salamanque, le 6 octobre, les compagnons firent de nombreux bombages revendicatifs, donnant à la façade du bâtiment de l'AISS un tout nouvel aspect. Des militants des CCOO et de l'UGT ont reproché aux compagnons d'avoir « sali » la façade.

Traduit de CNT n° 107 (oct. 89)

Conférence internationale des syndicalistes libertaires en Europe

LES 4 et 5 novembre s'est tenue, à Paris, la seconde conférence internationale relative au syndicalisme libertaire en Europe, où étaient présents la CGT (CNT) (Espagne), la SAC (Suède), l'OSL (Suisse), l'UTCL, la FA (1) et une représentante d'A. Batallha. L'AIT et l'ensemble de ses sections, ainsi que d'autres composantes comme l'OVB (Hollande) et l'Alliance syndicaliste révolutionnaire anglaise y étaient aussi invitées.

La première conférence avait eu lieu en avril 1981, à Paris aussi, suite à l'idée lancée par la CNT espagnole lors du Congrès extraordinaire de Valencia (juillet 80), d'organiser une conférence internationale « ouverte aux délégations de collectifs, groupes, organisations de travailleurs de sensibilité syndicaliste révolutionnaire et libertaire » (2).

Huit années après, la situation de regroupement n'a guère changé : si la CNT, maintenant CGT (CNT) et la SAC peuvent se prévaloir, dans leurs pays, de porter l'anarcho-syndicalisme ou le syndicalisme révolutionnaire, « for the emancipation of the working classes through revolutionary syndicalism ! » (3) comme un syndicalisme de « masse » (4), il est

impossible de faire le même constat ailleurs, Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne, Grèce ou Hollande. Bien au contraire, si de nombreuses interventions peuvent apparaître ici ou là, elles se font sur la base soit de libertaires qui s'emploient à ce que leur syndicat prenne des positions et des formes d'organisation et d'actions sur un mode « lutte de classes » ou soit de collectifs syndicaux qui essaient de mettre en pratique l'anarcho-syndicalisme de manière délibérée ou non. La Fédération anarchiste a rappelé l'engagement de ses militants dans ces deux types de démarches, y compris dans la section française de la CNT.

Après un tour d'horizon sur la situation sociale en Europe et l'étendue de la contamination social-démocrate, un inventaire des forces syndicales révolutionnaires fut dressé : outre les syndicats représentés, il est à noter les Base-FUT au Portugal, les COBAS et les oppositions syndicales dans la CGIL italienne, celle dans l'Union des Syndicats de Suisse et la Confédération romane du Travail, l'OVB avec l'exclusion en son sein de la Fédération des Services publics, l'exclusion de syndicats de la CFDT (SLT, SNPIT, SUD, CRC,...), l'existence d'oppositions dans les

confédérations et celle du STC et de la CNT en France.

Il fut décidé de poursuivre le travail de réflexion sur la construction européenne, ses conséquences socio-économiques, et les réponses à y apporter en terme de revendications, d'organisations et d'actions. Une troisième conférence, à l'automne 90, devrait permettre de dresser la carte d'implantation des syndicalistes révolutionnaires et de tirer les conclusions de différentes réunions de branches professionnelles coordonnées au plan européen (Transports, PTT, Santé, Education).

Reste le souci de ne pas constituer une seconde AIT, mais bien évidemment de l'associer à ces travaux, et d'articuler la coordination des syndicalistes libertaires avec celle des syndicats révolutionnaires.

Lucie (gr. P.-Besnard)

(1) Mandat du secrétaire aux Relations extérieures et participation de compagnons et compagnes des groupes Besnard et Sabaté, les groupes Sacco et Vanzetti, Brouchoux et Louise-Michel n'ayant pu se déplacer.

(2) Résolution internationale du Congrès de Valencia, 25 au 27 juillet 1980.

(3) Sur le papier à en-tête de la SAC.

(4) La CGT (CNT) n'avoue aucun chiffre, mais nous pouvons former l'hypothèse de 30 000 à 50 000 affiliés. La SAC regroupe 14 000 adhérents.

Anarchisme et non-violence

La 13^e rencontre : *Débat national sur l'anarchisme et la non-violence — idées à confronter*, aura lieu du samedi 13 janvier au dimanche 14 janvier 1990. Elle se déroulera à Véronne.

Au programme des travaux, il y aura de nombreux thèmes : *L'influence de Tolstoï sur Gandhi ; Le pacifisme et l'objection de conscience ; De l'autogestion à la stratégie de lutte non violente*, etc.

Les débats seront ouverts par Giovanni Trapani, avec les contributions de Mao Valpiana, Andrea Dilemmi, Stefano Fosco, Veronica Vallaro, Nerina Negrello, Luciano Nicolini, Vittorio Pallotti, Leone Sticcotti, Eugen Galasso, Nicola Martelli, Claudio Pagnani et d'autres Italiens.

Pour l'Australie, seront présents : Ferdinand Gross, Thomas Erlich, Jean Cordier pour la Belgique, et d'autres invités encore qui restent à confirmer.

Pour toute information, contacter : Andrea Dilemmi, via Leoncino 22 — 37121 Verona, tél. : 045/35753. Envoyez vos contributions à Veronica Vallaro : CP 6130-00195, Roma Prati, tél. 06/530440.

GUATEMALA

Le renouveau syndical

DIMANCHE 5 novembre, Radio-Libertaire recevait dans son émission *Les Damnés de la terre* Sergio et Byron, deux syndicalistes guatémaltèques de l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (Unsitragra) qui évoquèrent la situation sociale dans le pays d'Amérique centrale. Entre le Mexique et le Salvador, avec une superficie égale à celle de la RDA (110 000 km²), le Guatemala comprend neuf millions d'habitants. Le café, le coton et la canne à sucre sont les productions les plus importantes réalisées dans les latifundias. L'industrie est peu développée et se concentre dans des produits de consommation courante, pas d'industrie lourde ou minière. La création du marché unique centre-américain a profité au Guatemala, mais a détruit les structures traditionnelles. Le pouvoir dictatorial en place a créé une discrimination raciale et culturelle.



— R.L. : Peux-tu nous donner l'historique de l'Unsitragra ?

— Sergio : L'Unsitragra est née en 1985, mais avant de décrire l'historique du mouvement syndical guatémaltèque, il est nécessaire de remonter l'histoire ; quelques faits ont leur importance.

Le Guatemala est né après trois siècles de colonisation espagnole en 1821. Ce furent les créoles espagnols qui menèrent l'indépendance, et le pouvoir fut concentré aux mains de l'Eglise et des grands propriétaires. La vie politique était marquée par l'opposition entre les conservateurs (Eglise et grands propriétaires) et les libéraux (bourgeoisie créole). En 1871 eut lieu une révolution des libéraux qui lancèrent l'exploitation du café en générant le processus d'expropriation des terres appartenant à l'Eglise et aux communautés indiennes. C'est à cette époque que sont nées les structures actuelles du pays.

— R.L. : Est-ce qu'il y eut des réactions populaires contre ce mouvement d'expropriation ?

— Sergio : Bien sûr. Il y eut plusieurs tentatives de soulèvement de la part des Indiens qui étaient dans une situation proche de l'esclavage. C'étaient des bases presque féodales qui avaient été imposées aux Indiens dans les grandes exploitations après qu'ils ont été expropriés.

— R.L. : Parlons maintenant de l'histoire plus récente du Guatemala.

— Sergio : A propos du mouvement ouvrier guatémaltèque, il est préférable de diviser nos propos en quatre étapes. La première est comprise entre 1900 et 1940, période où sont nées les premières tentatives d'organisation ouvrière. C'était un mouvement plus mutualiste que syndicaliste avec une organisation par métier. Il y avait quand même un principe revendicatif vis-à-vis des gouvernements de l'époque qui étaient plus ou moins dictatoriaux. C'étaient les balbutiements du mouvement syndical qui ont été freinés brutalement par une dictature dure entre 1930 et 1944. Cette dictature fut renversée par une révolution démocratique en 1944, donc ; c'est là que débute la seconde étape avec l'opposition d'un vrai mouvement syndical lié à une législation du travail.

— R.L. : Ce fut un mouvement actif ?

— Sergio : Très actif car ce fut un mouvement urbain et paysan. Cette alliance ville-campagne permit la

création d'un code du travail, mais aussi l'apparition de la sécurité sociale. La victoire la plus importante fut la réforme agraire appelée le Décret 900. Cette réforme fut accompagnée d'une expropriation des plus gros propriétaires et surtout des compagnies fruitières américaines. En contre-partie du mouvement populaire très fort entre 1951 et 1954, il y eut une réaction très violente de la droite qui impulsa un mouvement dit « de libération nationale » avec le soutien militaire des Etats-Unis.

— R.L. : Arrivons à 1985, date de création de l'Unsitragra.

— Sergio : En 1982, c'est la désarticulation de la répression organisée contre le mouvement syndical. La quatrième étape débute le 8 février 1985 avec la création de l'Unsitragra. Cette organisation est née avec l'objectif et le principe de chercher l'unité du mouvement syndical guatémaltèque. Voilà la caractéristique de l'Unsitragra, c'est elle qui a concentré en son sein les éléments les plus combattifs des

qui ont abouti à la création de l'UASP (Union d'action syndicale et populaire) en 87. L'UASP est aujourd'hui la plus haute instance de l'unité syndicale et populaire au Guatemala. Elle s'est constituée sur des bases très larges, démocratiques et pluralistes. Y participent des syndicats de différentes tendances, mais aussi des organisations populaires de paysans, de femmes, de droits de l'homme ou de familles de disparus.

— R.L. : L'UASP est exemplaire

teur de la Fonction publique et chez les paysans. Depuis août, nous craignons l'apparition d'une nouvelle répression dont nous avons essayé d'analyser les causes. Le Guatemala vit une crise économique, politique et sociale très dure et c'est la population pauvre qui supporte l'essentiel de cette crise. La faim et la misère progressent. Tout cela pousse les paysans et les ouvriers à s'organiser pour obtenir des améliorations. La poussée populaire qui en découle est à la base de la politique répressive actuelle. Il y a aussi une grève interne au Guatemala qui influe sur le mouvement syndical et populaire connue sous le nom de sale guerre, guerre de basse intensité. Malgré ces situations de plus en plus dures, la lutte revendicative essaie de s'imposer. Nous avons quatre axes dans la lutte : la justice sociale, le respect absolu des droits de l'homme, la paix et la démocratie. C'est en ce moment de très forte répression que l'on essaie d'élargir un mouvement.

Ce mouvement est aujourd'hui connu au Guatemala comme le Mouvement national pour la paix. Nous ne pouvons qu'amplifier les luttes les plus porteuses pour atteindre les objectifs. En ce moment, il y a un très large mouvement de grève mené dans les grandes plantations du pays avec le soutien de l'UASP et des CUP (Comités d'unité paysanne). Ce mouvement, outre les revendications salariales et de conditions de travail, se bat pour que soient respectés les droits fondamentaux. Il va sans dire que les enlèvements, assassinats et disparitions continuent. C'est pourquoi il nous semble important que les travailleurs des autres pays puissent connaître la situation explosive que nous connaissons aujourd'hui.

Nous insistons sur le fait que notre mouvement très large est une contribution supplémentaire à la paix en Amérique centrale.

— R.L. : A ce propos, existe-t-il une organisation intersyndicale au niveau centre-américain ?

— Byron : Justement, en mai 1988 a été constituée la Coordination centre-américaine des Travailleurs qui est aussi très large et pluraliste et dont les objectifs sont de chercher l'unité des travailleurs d'Amérique centrale pour un meilleur avenir dans la paix. Aujourd'hui, le soutien international nous semble indispensable pour contrer la répression.



Bidonville à Guatemala Ciudad

— R.L. : C'est donc une période très noire pour le mouvement syndical ?

— Sergio : La troisième étape du mouvement syndical guatémaltèque est effectivement très dure. Avec la contre-révolution, beaucoup de lois populaires ont été annulées comme celles de la réforme agraire. Des syndicats disparaissent et les militants sont soit assassinés soit exilés.

L'ère de « libération nationale » est en fait l'instauration des militaires au pouvoir. C'est une véritable politique de génocide envers le peuple qui est engagée. Entre 1954 et 1982, il y eut quarante mille disparitions et cent mille assassinats, sur une population actuelle de neuf millions. C'est énorme. Le mouvement syndical était complètement laminé.

La répression s'était aussi abattue sur des communautés italiennes, dont certaines ethnies ont pratiquement disparu.

noyaux syndicaux décimés par la répression et qui ont assuré la continuité du syndicalisme.

L'Unsitragra est structurée sur une base d'entreprises industrielles, de service ou de syndicats d'ouvriers agricoles et non pas une structure par branche. Une des caractéristiques de notre organisation est que nous sommes plus organisés de façon horizontale que verticale. Nous n'avons donc pas fait appel aux structures habituelles. Pour les dirigeants, il y a eu constitution d'équipes de travail qui permettent de former en peu de temps de nouveaux militants.

— R.L. : Quel est votre apport au mouvement syndical ?

— Byron : Notre principe numéro un est l'unité pour laquelle nous avons consacré l'essentiel de nos efforts. Entre 1985 et 1987, nous avons eu cinq tentatives de création d'un mouvement unitaire

pour l'unité, quelle est sa situation actuellement ?

— Byron : Depuis 1987, l'UASP a beaucoup progressé dans un processus limité par la répression. On dit que les atteintes aux droits de l'homme sont du passé, mais la réalité est très différente. Nous faisons face à une exacerbation terrible de la violence et de la répression. De nombreux militants et dirigeants ont été menacés de mort. Les plus affectés ont été les étudiants membres de l'Association des étudiants universitaires, la principale organisation estudiantine adhérente à l'UASP.

En août 1989, onze de ses membres ont été enlevés, séquestrés et cinq retrouvés torturés et assassinés.

— R.L. : Cette terreur est liée à des mouvements sociaux récents.

— Byron : Récemment, il y a eu de nombreuses grèves dans le sec-

CLASSIQUES DE L'ANARCHISME

« La Terre », d'Elisée Reclus
(2^e partie)

Sous la rude main des conquérants de Rome, et pendant les temps douloureux du Moyen Age, la masse esclave qui labourait le sol ne pouvait guère comprendre la beauté de la terre sur laquelle s'écoulait sa misérable vie, et le sentiment qu'elle éprouvait à l'égard des paysages qui l'entouraient devait nécessairement se pervertir. Les amertumes de l'existence étaient alors beaucoup trop vives pour que l'on pût se donner souvent le plaisir d'admirer les nuages, les rochers et les arbres. Ce n'étaient de toutes parts que discordes, haines, frayeurs subites, guerres ou famines. Le caprice et la cruauté du maître étaient la loi des asservis ; les noms d'étranger et d'ennemi étaient deux noms synonymes. Dans une pareille société, la seule chose que l'homme brave pût essayer de faire pour lutter contre sa destinée et garder en soi-même la conscience de son âme, c'était d'être joyeux et ironique, c'était de se moquer du fort et surtout de son maître, mais il n'avait que faire de s'attendrir en regardant la terre. La splendeur des traits de la nature environnante devait rester inconnue à des hommes qui, sous le coup d'une vague terreur soigneusement entretenue par les sorciers de toute espèce, ne cessaient d'apercevoir dans les grottes, dans les chemins creux, dans les gorges des montagnes, dans les bois pleins d'ombre et de silence, des revenants informes et des monstres horribles, tenant à la fois de la bête et du démon. Quelle étrange idée devaient se faire de la terre et de sa beauté ces moines du Moyen Age qui, dans leurs cartes du monde, ne manquaient jamais de dessiner à côté des noms de tous les pays lointains, des animaux vomissant le feu, des hommes à sabots de cheval ou à queue de poisson, des griffons à tête de bélier ou de bœuf, des mandragores volantes, des corps décapités aux larges yeux hagards logés dans la poitrine !

Au sortir de ces guerres incessantes du Moyen Age, le désir de tout homme échappé à la lutte devait être de se faire un petit nid bien charmant et bien abrité : la grande nature lui faisait peur, il demandait la paix. L'idéal des générations qui se sont succédé de la Renaissance jusqu'à la Révolution se révèle par les sites que princes et seigneurs choisissaient pour la construction de leurs châteaux de plaisance. Un bien petit nombre de ces palais occupent une position d'où l'on puisse contempler un horizon grandiose de montagnes ou de rochers ; même en beaucoup d'endroits, notamment sur les bords du lac de Genève, les maisons de campagne bâties par les riches propriétaires riverains tournent le dos à ce qui nous semblerait maintenant la partie la plus grandiose de la vue. A cette nature trop puissante et trop sauvage pour qu'on se plût à la regarder, l'homme préférerait alors un espace borné où l'imagination s'épandait à son aise, un rideau de collines doucement infléchies, une petite rivière serpentant sous l'ombrage des aunes et des trembles, de belles avenues d'arbres touffus, des pelouses et des étangs décorés de statues. On mettait la grâce bien au-dessus de la simplicité grandiose des vastes horizons.

Les peuples placés aujourd'hui par leur civilisation à l'avant-garde de l'humanité se préoccupent en

général fort peu de l'embellissement de la nature. Beaucoup plus industriels qu'artistes, ils préfèrent la force à la beauté. Ce que l'homme veut surtout, c'est adapter la terre à ses besoins et en prendre possession complète pour en exploiter les richesses immenses. Il la couvre d'un réseau de routes, de chemins de fer et de fils télégraphiques ; il fertilise les déserts et dompte les fleuves ; il triture les collines pour les étendre en alluvions sur les plaines, perce les Alpes et les Andes, unit la mer Rouge à la Méditerranée, s'approprie à mêler les eaux du Pacifique à celles de la mer des Antilles. Presque tous les hommes, acteurs et témoins de ces grandes entreprises, se laissent emporter par

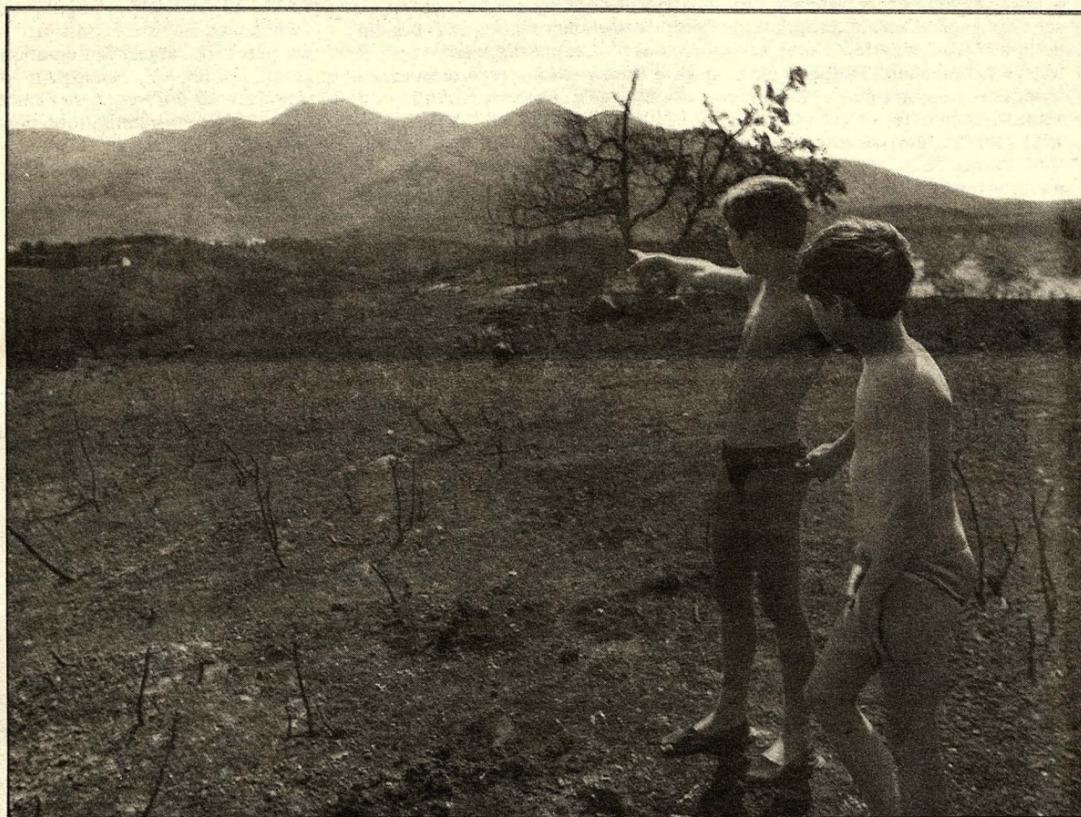
pays où les agriculteurs savent faire produire à leurs champs des récoltes si abondantes, mais où le peuple a toujours eu pour les arbres plus de respect que n'en ont eu les nations dites latines, il est peu de sites qui n'aient une certaine grâce, ou même une véritable beauté, soit à cause des grands chênes isolés étalant leurs branches au-dessus du gazon, soit à cause des massifs d'essences diverses, parsemés avec art autour des villages et des châteaux ; leurs prairies, dit-on, semblent avoir reçu leur dernière touche du pinceau de l'artiste plutôt que de la faux du paysan. L'art de l'homme, quoi que puissent en penser certains esprits moroses, a le pouvoir d'embellir jusqu'à la nature libre, en lui don-

de photographes, parcourent le monde des bords du Yang-Tse-Kiang à ceux du fleuve des Amazones ; ils étudient la terre, la mer, les forêts sous leurs aspects les plus variés ; ils nous révèlent toutes les magnificences de la planète que nous habitons, et par la fréquentation de plus en plus intime avec la nature, par les œuvres d'art rapportées de ces innombrables voyages, tous les hommes cultivés peuvent maintenant se rendre compte des traits et de la physionomie des diverses contrées du globe. Moins nombreux que les artistes, mais plus utiles encore dans leur travail d'exploration, les savants se sont aussi faits nomades, et la terre entière leur sert de cabinet d'étude :

vue des grandes scènes de la terre, la vulgarité de tant de choses laides et médiocres, où les esprits étroits voient le témoignage de la civilisation moderne. Il faut que l'étude directe de la nature et la contemplation de ses phénomènes deviennent pour tout homme complet un des éléments primordiaux de l'éducation ; il faut aussi développer dans chaque individu l'adresse et la force musculaire, afin qu'il escalade les cimes avec joie, regarde sans crainte les abîmes, et conserve dans tout son être cet équilibre naturel des forces, sans lequel on n'aperçoit jamais les plus beaux sites qu'à travers un voile de tristesse et de mélancolie. L'homme moderne doit unir en sa personne toutes les vertus de ceux qui l'ont précédé sur la terre ; sans rien abdiquer des immenses privilèges que lui a conférés la civilisation, il ne doit rien perdre non plus de sa force antique, et ne se laisser dépasser par aucun sauvage en vigueur, en adresse ou en connaissance des phénomènes de la nature.

Dans les beaux temps des républiques grecques, les Hellènes ne se proposaient rien moins que de faire de leurs enfants des héros par la grâce, la force et le courage ; c'est également en éveillant dans les jeunes générations toutes les qualités viriles, c'est en les ramenant vers la nature et en les mettant aux prises avec elle que les sociétés modernes peuvent s'assurer contre toute décadence par la régénération de la race elle-même.

Cette forte éducation développera le sentiment de la nature dans toute sa grandeur. Il se pervertit par la routine et par la servitude ; c'est par la connaissance et par la liberté qu'il renaît. La science, qui transforme peu à peu la planète en un immense organisme travaillant sans relâche pour le compte de l'humanité, par ses vents, ses courants, sa vapeur d'eau, son fluide électrique, nous indique aussi les moyens d'embellir la surface terrestre, d'en faire le jardin rêvé par les poètes de tous les âges. Toutefois, si la science nous montre dans l'avenir l'image du globe transfiguré, ce n'est point elle seule qui pourra terminer la grande œuvre. Aux progrès en connaissance doivent correspondre les progrès moraux. Tant que les hommes seront en lutte pour déplacer les bornes patrimoniales et les frontières fictives de peuple à peuple, tant que le sol nourricier sera rougi du sang de malheureux affolés qui combattent soit pour un lambeau de territoire, soit pour une question d'honneur prétendu, soit par rage pure, comme les barbares des anciens jours, tant que les affamés chercheront, sans pouvoir se les assurer, le pain quotidien et la nourriture de l'esprit, la terre ne sera point ce paradis que le regard du chercheur aperçoit déjà par delà les temps. Les traits de la planète n'auront point leur complète harmonie si les hommes ne sont d'abord unis en un concert de justice et de paix. Pour devenir vraiment belle, la « mère bienfaitrice » attend que ses fils se soient embrasés en frères et qu'ils aient enfin conclu la grande fédération des peuples libres.



l'enivrement du travail et ne songent plus qu'à pétrir la terre à leur image. Et pourtant quand l'homme le veut, il sait aménager parfaitement la surface de la terre, tout en lui laissant la grâce de ses paysages. La nature reste belle quand l'agriculteur intelligent cesse d'élever et de forcer comme au hasard les plantes les plus diverses sur un sol dont il ne connaît pas les propriétés, quand il comprend surtout que la terre ne doit pas être violentée, et qu'il la consulte d'abord, en interroge les goûts et les préférences, avant de lui confier ses cultures.

Ainsi les « Shakers » des Etats-Unis, pour lesquels le travail des champs est une « cérémonie d'amour », et qui se font un devoir de chérir les arbres qu'ils élèvent, la semence qu'ils jettent dans le sillon, le ruisseau qu'ils dirigent, ont réussi à transformer en de véritables paradis leurs campagnes de Mount-Lebanon, de Hancock, de Water-Vliet (5). Dans l'Etat de New-Jersey, les habitants du district de Vineland ont résolu d'un commun accord qu'ils supprimeraient les barrières entre leurs jardins, leurs vergers et leurs bosquets, afin de laisser tout son charme à la terre qu'ils cultivent. En Angleterre, ce

nant le charme de la perspective et de la variété, et surtout en la mettant en harmonie avec les sentiments intimes de ceux qui l'habitent. En Suisse, au bord des grands lacs, en face des montagnes bleues et des glaciers étincelants, combien n'est-il pas de chalets et de villas qui, par leurs pelouses, leurs massifs de fleurs, leurs allées ombreuses, rendent la nature encore plus belle et charment comme un doux rêve de bonheur le voyageur qui passe !

De nos jours, l'émancipation intellectuelle que donne la science, l'amour de la liberté qui se répand, le sentiment de solidarité qui nous pénètre souvent à notre insu et nous apprend que la terre est à tous, ont singulièrement agrandi les horizons. En même temps, les voyages révèlent de plus en plus la beauté de la terre et l'harmonie de ses forces. Depuis quelques années surtout, il se manifeste une véritable ferveur dans les sentiments d'amour qui rattachent les hommes d'art et de science à la nature. Les voyageurs se répandent en essais dans toutes les contrées d'un accès facile, remarquables par la beauté de leurs sites ou le charme de leur climat. Des légions de peintres, de dessinateurs,

c'est en voyageant des Andes à l'Altaï que Humboldt a composé ses admirables *Tableaux de la nature*, dédiés, comme il le dit lui-même, à « ceux qui, par amour de la liberté, ont pu s'arracher aux vagues tempêteuses de la vie ».

Désormais, grâce aux voyages, c'est la planète elle-même qui ennoblera le goût de ses habitants et leur donnera la compréhension de ce qui est vraiment beau. Ceux qui parcourent les Pyrénées, les Alpes, l'Himalaya ou seulement les hautes falaises du bord de l'Océan, ceux qui visitent les forêts vierges ou contemplent les cratères volcaniques apprennent, à la vue de ces deux tableaux grandioses, à saisir la véritable beauté des paysages moins frappants, et à n'y toucher qu'avec respect lorsqu'ils ont le pouvoir de les modifier. C'est donc avec joie qu'il nous faut saluer maintenant cette passion généreuse qui porte tant d'hommes, et, dirons-nous, les meilleurs, à parcourir les forêts vierges, les plages marines, les gorges des montagnes, à visiter la nature dans toutes les régions du globe où elle a gardé sa beauté première. On sent que, sous peine d'amoindrissement intellectuel et moral, il faut contre-balancer à tout prix, par la

NOTES DE LECTURE

« Les anarchistes espagnols dans la tourmente » (1939-1945) (1)

« Je remplis mon verre de vin avec la lumière d'un soleil couchant pour tant d'amis déjà absents qui montrent le chemin. Je bois à leur passé, au courage de leur geste. Que le rire limpide des enfants rende paisible leur repos ! »

Luis LLACH

Tel est le thème que nous propose le CIRA Marseille à travers son double bulletin 29-30. Un bulletin qui paraît tout juste cinquante ans après ce terrible hiver 1939 qui voyait tomber sur l'Espagne la chape de plomb du franquisme triomphant et dont le but est de nous rappeler ce qu'a été l'« odyssée » de nos compagnons espagnols ; un véritable raz de marée qui vit plus de quatre cent mille hommes, femmes et enfants franchir les Pyrénées les mois de janvier et février 1939 sous la pression des forces franquistes.

En Espagne, la victoire célébrée « dans un bain de sang, annonçait le début d'une interminable période d'extermination systématique, implacable et impitoyable des opposants politiques. Des heures sombres sonnaient pour les exilés espagnols (2)... On entassait dans des camps de concentration et dans les pires conditions, jeunes, vieux, malades, femmes et enfants ».

Argelès-sur-Mer, Barcarès, Agde, Septfonds, Saint-Cyprien, autant de camps parmi tant d'autres qui furent le théâtre de ce drame, où dysenterie, typhus, gangrène, sui-

des et autres maladies allaient décimer les rangs des « Rouges » comme on les appelait à cette époque, et ce dans l'indifférence du gouvernement français.

Victor Garcia, Pedro Flores, Pepita Carpena, Sara Berenguer, Miguel Torres, Angel Tomas, Manuel Joya... Des témoignages parmi d'autres qui parlent d'eux-mêmes par leurs sincérité et simplicité, et qui nous restituent cette période peu connue de notre histoire.

Au sommaire, également dans ce numéro, les compagnies de travailleurs, les camps d'Afrique, Résistance et maquis, les camps de la mort et plusieurs bibliographies.

Un bulletin fort intéressant à lire pour savoir et ne pas oublier cette période qui fait partie de notre patrimoine.

Bruno

(1) 200 pages, 100 F. En vente au CIRA : BP 40, 13382 Marseille cedex 13. Chèques à l'ordre de Jean-Claude Sempère.

(2) Les dossiers noirs d'une certaine Résistance, éditions CES ; Vous avez la mémoire courte, éditions du Chiendent ; Par-delà l'exil et la mort : les Républicains espagnols en France, éditions Mazarine. Livres en vente à la librairie du Monde libertaire.

LILLE

Le Centre libertaire culturel

Le centre culturel libertaire Benoît-Brouthoux de Lille fête ses deux ans d'existence. Situé à 500 mètres du métro Fives, il participe, à sa manière et sans sectarisme, à l'élaboration de pratiques alternatives, égalitaires et anti-autoritaires.

Un espace de liberté et de dialogue

Que ce soit par le biais de forums-débats, de rencontres informelles autour d'un café, d'expositions, d'émissions de radio ou de projections vidéo, le centre entend rompre l'isolement, rassembler et confronter les analyses, fédérer les pratiques...

Un foyer d'éducation populaire et d'enseignement mutuel

Le centre a pour objet l'étude et la promotion des mouvements sociaux, des idées philosophiques et des phénomènes culturels ayant pour but l'émancipation de l'individu et la construction d'une société égalitaire et autogérée, sans exploitation ni domination.

Il organise des conférences et des stages de formation, anime la librairie, une bibliothèque de prêts et un service de documentation, diffuse la presse d'opinion et les petites maisons d'édition.

Son but : renouer avec une conception vivante, pluraliste et populaire de la culture afin de mieux comprendre les mécanismes qui

régissent le monde actuel et de participer à la reconquête de la vie quotidienne.

Une infrastructure au service du mouvement social

Le centre soutient et impulse toute activité allant dans le sens de l'auto-organisation, de la solidarité, de l'entraide. Il tente de mettre en place — avec d'autres et dans la mesure de ses moyens — des réponses concrètes et réalisables immédiatement (squatts, crèches parentales, échanges de savoirs, etc.).

Afin d'affirmer son indépendance vis-à-vis des pouvoirs économiques et politiques, afin de mener à bien tous ses projets, le centre s'est rendu acquéreur de ses locaux. Ceux-ci sont à la disposition de ceux et celles qui se reconnaissent globalement dans sa démarche. C'est ainsi que s'y réunissent d'ores et déjà un collectif gay, une troupe de théâtre, des syndicalistes révolutionnaires, des militants de la Fédération anarchiste et un groupe de médecins.

Albert COUSIN

INTERVIEW

Marie-Josée Vilar

— Johan Gap : Tu seras prochainement au TLP-Déjazet. Comment as-tu conçu ton spectacle ?

— Marie-Josée Vilar : Les dix chansons de mon nouvel album seront sur bande, et il y en aura environ dix autres que je ferais à la guitare avec certains musiciens de l'album.

— J.G. : Pourquoi ne pas avoir conçu le spectacle uniquement avec les musiciens ?

— M.-J.V. : Cela demandait trop de monde, des semaines de répétitions, des moyens énormes dont je ne disposais pas. En commun accord avec Patrick Kipper, mon agent, nous avons pensé qu'il valait

ton spectacle ?

— M.-J.V. : Je ne sais pas encore... Ce ne sera pas sûrement hyper cadré, mais plutôt un peu... bordélique !!! Ce dont j'ai envie, c'est de faire rire. Ce n'est pas gagné d'avance, car faire rire avec mon style, c'est loin d'être évident. Mais je pense que nous irons très loin dans le culot et dans l'audace... Ce qui soulèvera bien sûr la controverse !

— J.G. : Tu aimes la controverse ?

— M.-J.V. : Il n'y a que ça qui rapporte, alors ! Toutefois, je n'aime pas faire du « rentre-

par goût pour la provocation, mais par goût tout court, j'aime enrober tout cela, j'aime rire et faire rire. D'ailleurs mes chansons ne sont pas tristes. Ça m'agace d'ailleurs d'être obligée de le prouver en permanence !

— J.G. : Il est vrai que certains thèmes engendrent plus de mélancolie que le fou-rire.

— M.-J.V. : Ce n'est pas vraiment de la mélancolie, je dirais plutôt de la nostalgie. En fait, je traite de sujets graves, et beaucoup de gens ont tendance à confondre tristesse et gravité, tout comme l'on confond vulgarité et grossièreté. Pour moi, la mort n'est pas triste, c'est une chose inévitable dont il faut parler. La vie n'a de réelle dimension que lorsque l'on est totalement conscient de sa mort. La gravité n'interdit pas l'espoir, je me débrouille d'ailleurs toujours pour terminer mes textes de manière positive, avec une « note d'espoir », comme on dit bêtement.

— J.G. : Ce qui te permet de mieux faire passer la gravité des textes est ton utilisation constante de l'autodérision.

— M.-J.V. : L'autodérision me semble essentielle à la vie même. C'est vrai que je chante des textes graves, voire chiantes pour certains ! et dire des conneries permet de mieux les faire passer. La dérision, je la pratique constamment, même dans la vie courante, cela me sauve. Si je n'avais pas le sens de la dérision, je serais déjà éclatée dans la voie lactée en six mille morceaux !! Le su, le connu, l'expérience et le vécu donnent une dimension supplémentaire... Moi ça me plaît de vieillir !

— J.G. : Voilà une phrase que l'on entend rarement !

— M.-J.V. : J'aime le plaisir que me donne la réflexion aujourd'hui grâce à l'expérience que j'ai. Je me sens à une période charnière que je vis pleinement. Je me sens bien.

— J.G. : Déjà des projets ?

— M.-J.V. : Bien sûr ! J'ai en prévision trois semaines aux Trottoirs de Buenos Aires en 90. C'est un lieu que j'aime beaucoup, où je me sens bien, et que j'aborderai seule avec ma bande et ma guitare...

Au TLP-Déjazet le 18 décembre de 20 h 30 : 41, bd du Temple (place de la République).

Dédicace du nouvel album à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, Paris-11^e) le samedi 16 décembre à 17 heures, précédée d'un entretien avec N. Choquet sur Radio-Libertaire, le même jour, à 14 h 30.

Propos recueillis par Johan GAP



mieux offrir quelque chose de propre et d'honnête avec la bande, en incluant une partie plus acoustique avec les musiciens pour certains titres. Pour le TLP, l'arrangeur de l'album (M. Aumont) sera présent — il joue fabuleusement de la guitare — avec un bassiste très acoustique. Cette formule me plaît beaucoup car cela donnera un contraste très sympa de juxtaposer la formule « bande » et la formule acoustique. J'ai également travaillé les « entre-chansons » afin de briser un peu l'ambiance. Si tout est trop sérieux, cela devient une dérision totale, je n'ai pas envie de cela. Je veux pouvoir utiliser la dérision pour rétablir mes chansons à leur juste place.

— J.G. : Cela correspond tout à fait à ta personnalité.

— M.-J.V. : C'est tout à fait ce que je suis ! Pour ce spectacle, la dérision sera jouée par des comédiens qui interpréteront des textes que j'aurai écrits. J'ai besoin de m'entourer, c'est très important. Cela donnera un spectacle de chanson-théâtre, ce que j'aime beaucoup, et tout le comique de situation sera apporté par les autres.

— J.G. : Comment agenceras-tu

dedans ». Ce que je veux en fait, c'est sauver mes chansons d'un ennui éventuel. Je déteste la provocation, mais je sais également que mes chansons perdent beaucoup si je ne mets pas un peu de piquant autour... Il faut les présenter, les habiller.

— J.G. : Le fait de t'être arrêté quelques années a-t-il permis de mieux organiser et concevoir tes spectacles ?

— J.-M.V. : Disons que les choses ont évolué. Avant, j'avais un style de spectacle extrêmement classique, où je disais « bonsoir » en arrivant et « au revoir » en repartant, sans plus. Aujourd'hui, non

Forums - débats

Quelques rendez-vous à la librairie du Monde libertaire pour les semaines à venir :

— un forum-débat le samedi 25 novembre à 16 h 30 à propos de *La Grande Révolution* de P. Kropotkine, qui vient de paraître aux Editions du Monde libertaire ;

— rencontre avec Serge Utgé-Royo, le samedi 9 décembre à 17 h, à l'occasion de la sortie de son nouvel album : *Les cités du soleil*.

CEE

L'Europe de Madame Thatcher à la conquête de l'Est

FACE à la désagrégation des régimes communistes dans les pays de l'Est, il faut — nous dit-on — accélérer la construction européenne, seul pôle de stabilité dans une Europe en mutation. Mais quel crédit peut-on accorder encore à cette intégration communautaire qui, depuis plusieurs mois, essuie revers sur revers. Dans le domaine financier, par exemple, les ministres des 12 n'ont rempli quasiment aucun des objectifs que l'Acte Unique laissait pressentir : pas d'accord ni sur le régime de la TVA à appliquer à compter du 1^{er} janvier 1993, ni sur la coopération administrative à mettre en place après le 1^{er} juillet 1990.

Autant dire, dans ces conditions, que la libre circulation des mouvements de capitaux est synonyme d'évasion fiscale massive pour des pays tels que la France. De la même manière l'unification monétaire célébrée par les dirigeants français comme le passage obligé vers l'unification politique n'intéresse plus guère désormais les dirigeants européens.

Désintégration communautaire

Que reste-t-il alors de cette Europe communautaire si ce n'est ce gigantesque paradis fiscal à venir doublé d'une zone franche livrée à la guerre des géants ? Car depuis la signature de l'Acte Unique européen, les firmes multinationales se sont ruées sur le vieux continent. L'Angleterre de Madame Thatcher entend d'ailleurs reconstituer son édifice industriel chancelant en servant de tête de pont aux puissantes firmes japonaises.

Tous les secteurs sont touchés par les mégafusions et les concentrations d'entreprises. Les firmes multiplient les OPA géantes afin de se constituer en quasi-monopole sur des créneaux particuliers. Dans les assurances, un seul objectif : devenir gros, très gros, très vite. Et une fois consolidés, ces lobbys tenteront de démanteler les systèmes nationaux de protection sociale pour leur substituer des régimes à capitalisation.

Il serait vain au demeurant de miser aujourd'hui sur les initiatives réglementaires des technocrates européens. D'ailleurs, la présidence française, qui se posait en maître-d'œuvre de l'Europe sociale et plus globalement des politiques communautaires — s'achève fin décembre sans que n'aient été prises de mesures véritablement significatives. Pire, les supporters de Madame Thatcher mettent aujourd'hui à profit les mutations qui secouent l'Est pour renforcer leurs positions.

Holger Schmieding, chercheur à l'Institut de l'économie mondiale de Kiel, a parfaitement résumé le chantage que souhaite exercer les libéraux : « La pire des choses qui pourrait arriver aux pays (encore) socialistes de l'Est serait une dimension sociale de la Communauté dotée de réels pouvoirs. Toute centralisation de la politique sociale augmenterait les coûts directs ou indirects de la main-d'œuvre dans les pays les plus pauvres de la CEE. Cela provoquerait l'exigence irrésistible de dispositifs protectionnistes de compensation à l'encontre des

importations de produits à forte intensité de main-d'œuvre en provenance de pays tiers. » (1). En d'autres termes, l'Europe sociale, accusée d'empêcher le redressement économique des pays de l'Est, hypothéquerait donc leur démonétisation !

La stratégie des firmes

Théo Waigel, ministre des Finances ouest-allemand, a beau clamer que « les bouleversements à l'Est ne remettent pas en cause la construction européenne », la réalité est toute autre. De fait, la stratégie des firmes et des dirigeants européens face au démantèlement des économies planifiées est extrêmement nette. Pour les industriels, il s'agit d'abord d'exploiter toutes les opportunités d'affaires qui se présentent à l'Est : opérations juteuses de rachat de sociétés nationalisées bradées par les pouvoirs publics, délocalisation massive de la production vers des pays à faible coût salarial. Les entreprises françaises entendent bien mettre les implantations et s'assurer des parts de marché. Mieux, Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, déclare dans *La Tribune* : « Nous voyons s'ouvrir des marchés de consommation ; il faut s'y précipiter (...) Nos grandes entreprises étaient présentes partout avant que tombe le rideau de fer. Nous devons y retourner massivement. »

Quant à l'Allemagne de l'Ouest, ses entreprises sont quasiment assurées de trouver une base de production à bon marché en RDA. Les salaires de ce pays sont de 55% inférieurs à ceux pratiqués en RFA ! La RDA pourrait bien ainsi devenir la Corée du Sud de son voisin capitaliste et qui plus est, une base de pénétration du gigantesque marché soviétique.

Second axe de cette conquête de l'Est : l'intégration de nouveaux marchés à un immense dispositif libre-échangiste qui, sur le moyen terme, pourrait regrouper la CEE, les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange) (2) et ceux de l'Est. Et chez ces derniers, les opportunités de profit sont gigantesques. En trois jours, à Berlin, les visiteurs de l'Est ont dépensé plus de trois cents millions de marks. Déjà les milieux d'affaires occidentaux militent pour une réforme monétaire (dévaluation du mark, convertibilité du mark est-allemand) susceptible de doper l'intensification des échanges.

Un immense hypermarché européen

Un nouvel Eldorado prend donc aujourd'hui forme dans l'univers capitaliste. On se plaît désormais à rêver d'un immense hypermarché européen, non plus à douze, mais étendu à une vingtaine de pays, dans lequel les politiques communes et l'intégration communautaire ne seront plus que de lointains souvenirs. « Ce qui se profile, écrivait il y a deux ans Bernard Cassen, si le débat reste circonscrit aux patronats et aux gouvernements (...), c'est bien un simple hypermarché européen aux contours plus vastes que celui prévu pour 1993. » L'Europe sociale, l'Europe des citoyens ?

Côté Est, où la débandade économique est plus ou moins accentuée selon les pays, les dirigeants politiques aux abois sont disposés à multiplier les transactions avec les milieux d'affaires occidentaux. Ceux-ci tentent d'ailleurs de tirer parti de l'aversion des populations pour le communisme, afin de légitimer la logique capitaliste d'entreprise. Dans ces conditions, on se dirige vers un nouveau type de société duale à l'Est. « La nomenclature d'hier étant remplacée par une nouvelle classe d'entrepreneurs et de « Golden boys » aux dents longues qui auront appris de l'Occident les derniers raffinements du management et de « l'innovation financière » sans avoir rien oublié des perversions de systèmes où la plus ridicule des naïvetés était l'honnêteté ? »

A l'heure où ces lignes sont écrites, on ignore encore le contenu de la réunion des chefs d'Etat et du gouvernement, le 18 novembre à Paris. Mais quelle « aide » les peuples de l'Est devraient-ils attendre des dirigeants d'une communauté où l'on compte pas moins de quinze millions de chômeurs et quarante millions de pauvres ? Pour les dirigeants européens, il s'agit surtout aujourd'hui de négocier le partage des bénéfices espéré de l'autre côté du mur de Berlin.

Il y a décidément urgence à ce que le monde du travail, à l'Est et à l'Ouest, se saisisse pleinement des enjeux économiques du moment. Le temps où les forces industrielles et financières découpaient l'économie mondiale à leur guise n'a déjà que trop duré.

Philippe BOURSIER
(gr. Emma-Goldman, Bordeaux)

(1) Cité par Bernard Cassen, « La communauté européenne sous le choc » (Monde diplomatique, septembre 89).

(2) L'AELE regroupe les pays suivants : Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse.

Sommaire

- PAGE 2, Infos des groupes F.A.
- PAGE 3, Dans le Monde : RDA, Editorial, Amis lecteurs.
- PAGE 4, Dans le monde : RDA.
- PAGE 5, Lutttes : Grève à l'équipement, Impôts, Grève à « Libé », En bref.
- PAGE 6, Société : Réquisition HLM, Sondage SIRPA, Antimilitarisme à Annecy.
- PAGE 7, Société : Golfch, Corse, l'heure du bilan, La protection sociale complémentaire mutualiste en question.
- PAGE 8, Dans le monde : Espagne, Suède, Italie.
- PAGE 9, Dans le monde : Guatemala.
- PAGE 10, Archives : « La Terre », d'Elisée Reclus (2^e partie).
- PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, chanson.
- PAGE 12, Arguments : L'Europe de Mme Thatcher, Radio-Libertaire.

RADIO-LIBERTAIRE

Les soutiens

Les soutiens à Radio-Libertaire continuent d'affluer au siège social de notre station, et ils s'internationalisent.

Cette pression est une des raisons qui a conduit le CSA à entamer des négociations qui devraient aboutir de manière positive.

Aussi longtemps qu'une solution satisfaisante ne sera pas définitivement trouvée, le risque de saisie persiste et le soutien doit continuer.

Ci-dessous, une deuxième liste de signature.

Le Secrétariat de Radio-Libertaire

Rita THALMAN (historienne, professeur à l'université de Paris-VII), RADIO CAMPUS, Denis CLAIR (président de Radio-Paris), Marie-Claire BOONS (enseignante université Paris-VIII), Photis YANATOS (compositeur, interprète), Christian BETHUNE (enseignant, journaliste), Michel RAGON (écrivain), Christian PICQUET (Directeur de « Rouge »), Henri LABORIT (médecin, biologiste), Alain KRIVINE (L.C.R.), Micheline AZAIS (écrivain), Marc SEVE (Maison de vigilance de Taverny), Bruno BELLIER (objet de conscience, Rennes), PEF (dessinateur), Danièle le BRIQUET (directrice d'école, présidente de RIFG (Résistance internationale des femmes à la guerre), BERURIERS NOIRS, Francesca SOLLEVILLE (chanteuse), Raymond PERROT (artiste peintre), Yves COTHUIT (historien d'art), Franck WOHLFAHRT (artiste peintre), Gaston BORDET (professeur d'histoire, université de Besançon), Paul THOMAS (professeur de philosophie Paris), Françoise FICHET (chercheur en sciences humaines CNRS), Rose-Marie FERENCZI (maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales), Patrick CINGOLANI (sociologue, ingénieur d'études CNRS), Patrick VERMEEREN (chargé de recherche au CNRS), Stéphane DOUAILLER (professeur de philosophie, collège international de philosophie), Georges NAVET (professeur de philosophie, collège international de philosophie), Michel PARRE (artiste peintre), Chari GOYENECHÉ (artiste peintre), Nièle TORONI (artiste peintre), Jean STAROK (artiste peintre), Anne PONTET (sculpteur), REINALDO (sculpteur), CABU (dessinateur), Bernard RAVENEL (professeur agrégé d'histoire, géographie, lycée P. Valéry), Syndicat Santé 94 CRC, Librairie LA GRYPPE (Lyon), Jacques LESAGE DE LA HAYE (psychologue, chargé de cours université Paris-VIII), Philippe BERNARDET (sociologue, chargé de recherche CNRS), René DUMONT (professeur honoraire Institut national agronomique Paris Grignon), Gérard MICHEL (PDG Garance Productions), Christian AUME (Scalen' disc Toulouse), Jean-Louis VIDAL (conseiller de Paris), Y. DANANCIER (CNT Rhône), André GORZ (écrivain), LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE, Pierre-Yves MAIGNAN (délégué Force ouvrière), Mama Béa TEKIELSKI (chanteuse), Chantal DERUAZ (comédienne), CENTRE AUTONOME DU ROCK (Duduche Car), MURMURE DES MEDIAS (9, rue de Tunis, Paris-2^e), Renate GOSSART (présidente Association humanitaire), Claude MASTRE (psychologue), Jean VASCA (auteur, compositeur, interprète), Jacques BERTIN (chanteur), Pierre MARLEIX (secrétaire général de l'AFOC), Marc OGERET (chanteur), Alain CUNOT (écrivain), Jean-Pierre MEYER GENTON (librairie « Les Mots à la bouche »), Jean-Marie AUDE (artiste peintre), André CHABOT (professeur de lettres), Section Fun les Aprem's à Toto, Pierre MELET (écrivain psychologue), Renée MOURIAUY (politologue), Michel LACHAPPELLE (infirmier de secteur psychiatrique, le Parc de Gairaut, Nice), NON VIOLENCE ACTUALITE (20, rue du Dévidet, Montargis), Didier LYAUTEY (employé de banque, élu CFDT), Syndicat des personnels de la formation permanente Ile-de-France CFDT, PUPPA LESLIE (groupe reggae), TREPONEMPAL (groupe rock), Pierre-Louis BERCATIEL (chef de produit CBS), Brigitte BLANQUER (NPM international), FAHRENHEIT (MSC Concert Rock), GARANCE PRODUCTIONS, Charly KRIEFF (président Elastic Green Enterprise), REACTOR (groupe rock), G.I. LOVE (groupe rock), FOLIES MELODIES (organisateur concerts rock), H.I.V. et son GLOBULE (groupe rock), ZAIA (attachée de presse New Rose), CATAPHYLES ASSOCES, Lionel DEKANDEL (journaliste Radio Sto Ltruhe, sens 89), OUI F.M., GROUPE BEURK'BOND, ATOMIK (fanzine rock), LES CAFARDS (groupe rock), NEGATIVE RECORDS (label discographique), Syndicat des correcteurs de Paris et Région parisienne, FSM, LUDWIG VON 88 (groupe rock), LES THUGS (groupe rock), François JULIEN (Elastic Crew Enterprise), Jacques TARONI (réalisateur France Culture), RADIO CAMPUS DIJON, Sylvie TRUMEL (bibliothécaire), René CRUSE, ASSOCIATION IRLANDAISE PARIS, Jean-Marie CLAVERIS (ouvrier d'Etat, Bordeaux), Dominique BERGERET (documentaliste), Personnel de l'ELYSEE MONTMARTRE, Groupe RUEADUB (reggae), Jean-Claude PENCHENAT (metteur en scène), Marie-Florence EMRET (écrivain), Jean-Luc CROENNE (bibliothécaire), Lise BONZIDI (correctrice et syndicaliste CGT correcteurs), Chantal ROGERAT (chercheuse), Laurence MOINARD (attachée de presse), Henry BEMY (journaliste Canal 9), Jean-Claude RAY (président de Bulle Bleue), Jean-Luc BROUILLON (auteur, compositeur, interprète Clermont-Ferrand), Jacques MITON (programmateur ESPACE LASER), Elisabeth TISSOT (membre Greenpeace, permanente), François MURY (éducateur spécialisé), Madeleine LACROIX (secrétaire section CFDT Chèques Montparnasse), CFDT PTT secteur du centre de calcul des chèques postaux), Christophe PROCHASSON (secrétaire de rédaction de « MOUVEMENT SOCIAL »), Claude BARBEROUSSE (directeur de l'OFFICO), JUNGLE HOP (groupe rock), LES SATELLITES (groupe rock), « L'AFFICHE » (bi-semestriel des Arts et du Spectacle), LE PLAN (salle de concerts), LES WAMPAS (groupe rock), NEW MOON (salle de concerts), BEURK'S BAND (groupe rock), GOADAL CANAL (groupe rock), BB DOC (groupe rock), DOCTEUR DESTROY (groupe rock), Lucien MERCIER (enseignant), ONDES FMR (27300 Bernay), « VIVANT QUOTIDIEN » (journal rock société), Frank FELLER (label rock ska), Nigel GAUVIN (éditeur), MANO NEGRA (groupe rock), CIRCOLO DI STUDI SOCIALE C BERNERI (40100 Bologna), « UMANITA NOVA », FEDERATION ANARCHISTE BOLOGNESE, Georges BENSOUSSAN (professeur d'histoire), Georges FILLLOUX (diderotien), J. FOUILLET (commission exécutive nationale SNADGI CGT), Thierry BENOIT (responsable FAS, IDF), Maurice RANC (président de la Maison des jeunes et de la culture Villeneuve-les-Béziers), Pierre REANT (administrateur régional SNUI Paris, Syndicat des Impôts), Jean TANNEAU (librairie Le Mans), Vincent NOJCRATE (enseignant), Max WELL (fanzine « Le Légume du jour »), Marc AUVRAY (écrivain, auteur, chanteur, interprète), André CHABOT (artiste, Jean FUARD (enseignante), Vincent MARTIN (conseiller municipal, 77184 Emerainville), Pierre TOULOISE (syndicaliste), Syndicat départemental de l'Équipement CFDT des Hauts-de-Seine, RADIO 100 (radio libre de Berlin Ouest) a transmis l'info concernant Radio Libertaire. 34 Berlinois nous ont envoyé leur soutien.

Programmation de Radio-Libertaire

Vendredi 24 novembre

« Emergences » (21 h à 22 h 30) : la non-violence.
« Contact » (22 h 30 à 3 h) : la récupération.

Dimanche 26 novembre

« L'imaginaire » (22 h à 23 h) : La mort.

Mardi 28 novembre

« Cannelle et cerises » (9 h à 10 h) : interview Christian Bruel, éditeur du « Sourire qui mord ».
« Enlivrez-vous » (18 h à 19 h 30) : Rabah Belamei (« L'asile de Pierre », Gallimard).
« Paroles d'associations » (14 h à 15 h) : l'APAJH (Association pour adultes et jeunes handicapés), avec Eliane Ducloz, vice-présidente.

Mercredi 29 novembre

« La théorie du tomahawk » (22 h 30 à 1 h) : le groupe Alien Sex Fiend.

Vendredi 1^{er} décembre

« Emergences » (21 h à 22 h 30) : les forêts, avec l'association ECOROPA et Claude Sastre, du Museum national d'histoire naturelle.

Mardi 5 décembre

« Cannelle et cerises » (9 h à 10 h) : interview de Serge Utgé-Royo.
« Paroles d'association » (14 h à 15 h) : CIDEP (Centre d'info des droits de l'enfant), avec Serge Bonal, président.

Mercredi 6 décembre

« La théorie du tomahawk » (22 h 30 à 1 h) : Little Nemo, Red London.